

E46A1
E88
2003/04
1
QL
P. gouv.

Emploi, Solidarité sociale et Famille

Cahier explicatif du budget de dépenses

2003-2004

Direction du budget et des opérations financières
Direction générale des services à la gestion

2003-06-30

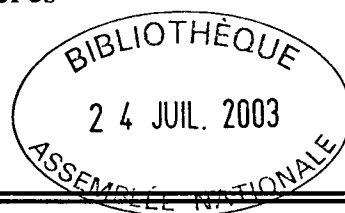


TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1
PROFIL DU MINISTÈRE	2
1. Le Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille	3
1.1. La mission	3
1.2. L'offre de service	4
1.3. Les clientèles	4
1.4. Les partenaires	4
2. La capacité organisationnelle du Ministère	5
3. Les enjeux	6
4. Les orientations, les axes d'intervention et les objectifs	8
STRUCTURE DU MINISTÈRE	11
Ventilation des effectifs à temps complet du MESSF pour 2003-2004	12
Le Ministère et sa structure	13
Programme 01 - Mesures d'aide à l'emploi	13
Programme 02 - Mesures d'aide financière	13
Programme 03 - Soutien à la gestion	14
Programme 04 - Mesures d'aide à la famille et à l'enfance	15
L'organisation administrative supérieure du MESSF	16
Les agences et les directions générales	16
Les directions régionales	17
Les centres locaux d'emploi	17
Le personnel	18
Tableau comparatif de l'effectif autorisé du MESSF	19
LES RESSOURCES FINANCIÈRES DU MINISTÈRE	20
Répartition du budget de dépenses par grand secteur de dépenses pour 2003-2004	21
Explication de l'écart entre le budget original de dépenses 2002-2003 et le budget de dépenses comparatif 2002-2003	21
Synthèse des variations budgétaires entre 2003-2004 et 2002-2003	22
Portrait consolidé du budget de dépenses du MESSF et des dépenses prévues aux fonds spéciaux pour 2003-2004	23
Comparaison du budget de dépenses prévu par programme pour 2003-2004 et du budget de dépenses comparatif 2002-2003	23
<u>Programme 01 - Mesures d'aide à l'emploi</u>	25
- Objectif du programme	25
- Évolution des coûts par élément	25
<u>Élément 01 - Emploi-Québec</u>	25
- Objectif	25
- Aspect légal	25
- Mission et fonctions	25
- Évolution du budget de dépenses d'Emploi-Québec	26
- Gestion - Évolution des coûts et de l'effectif	26
- Explication des variations budgétaires	26
- Intervention - Évolution des coûts	27
- Explication des variations budgétaires	27
- Liste des mesures et des objectifs par axe de la politique active du marché du travail	28
<u>Élément 02 - Politiques d'emploi</u>	31
- Objectif	31
- Évolution des coûts et de l'effectif	31
- Explication des variations budgétaires	31

TABLE DES MATIÈRES

Page

Élément 03 – Provision pour augmenter, avec l’approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l’insertion, la formation et l’aide à l’emploi 31

- Objectif..... 31

- Fonds ministériel d’aide à l’innovation et à l’expérimentation (FAIE) 31

- Subventions aux autochtones 31

- Évolution des coûts 32

- Explication des variations budgétaires 32

Programme 02 - Mesures d'aide financière 33

- Objectif du programme 33

- Évolution des coûts par élément 33

- Évolution des ménages à la sécurité du revenu 34

Élément 01 - Gestion du réseau de la sécurité du revenu 34

- Objectif..... 34

- Évolution des coûts et de l'effectif 35

- Explication des variations budgétaires 35

Élément 02 - Politiques de sécurité du revenu 35

- Objectif..... 35

- Évolution des coûts et de l'effectif 35

- Explication des variations budgétaires 35

Élément 03 – Assistance-emploi 36

- Objectif..... 36

- Aspect légal..... 36

- Évolution des coûts, du nombre de ménages et du coût moyen mensuel 36

- Explication des variations budgétaires 36

- Fonds d’aide à l’action communautaire autonome (FAACA) 36

- Aspect légal 36

- Fonds québécois d’initiatives sociales (FQIS) 37

- Évolution des coûts 37

- Explication des variations budgétaires 37

Élément 04 – Gestion du dénuement 37

- Objectif..... 37

- Aspect légal..... 38

- Gestion du dénuement - Évolution des paramètres financiers 38

- Explication des variations budgétaires 38

Élément 05 – Aide aux parents pour leurs revenus de travail..... 38

- Objectif..... 38

- Aspect légal..... 39

- APPORT - Évolution des paramètres financiers 39

- Explication des variations budgétaires 39

Élément 06 - Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris 39

- Objectif..... 39

- Aspect légal..... 39

- Évolution des coûts par activité 40

- Explication des variations budgétaires 40

Élément 07– Action emploi 40

- Objectif..... 40

- Aspect légal..... 40

- Évolution des coûts 40

- Explication des variations budgétaires 41

Élément 8– Provision pour augmenter, avec l’approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion de prestations d’aide financière en mesure d’aide à l’emploi 41

- Objectif..... 41

- Aspect légal..... 41

- Évolution des coûts 41

- Explication des variations budgétaires 41

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Programme 03 – Soutien à la gestion	42
- Objectif du programme	42
- Évolution des coûts par élément	42
Élément 01 – Direction	42
- Objectif.....	42
- Évolution des coûts et de l'effectif	42
- Explication des variations budgétaires.....	43
Élément 02 - Services à la gestion	43
- Objectif.....	43
- Évolution des coûts et de l'effectif	43
- Explication des variations budgétaires.....	43
Élément 03 - Centre de recouvrement	44
- Objectif.....	44
- Évolution des coûts et de l'effectif	44
- Explication des variations budgétaires.....	44
Élément 04 – Planification et services aux citoyens	44
- Objectif.....	44
- Évolution des coûts et de l'effectif	44
- Explication des variations budgétaires.....	45
Programme 4 – Mesures d’aide à la famille et à l’enfance	46
- Objectif du programme	46
- Évolution des coûts par élément	46
- Évolution du nombre de places en services de garde.....	47
- Le plan de développement des 200 000 places dans les services de garde	47
Élément 01 – Gestion des services à la famille et à l’enfance	48
- Objectif.....	48
- Évolution des coûts et de l'effectif	48
- Explication des variations budgétaires.....	48
Élément 02 – Politiques familiales	48
- Objectif.....	48
- Évolution des coûts et de l'effectif	49
- Explication des variations budgétaires.....	49
Élément 03 – Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	49
- Objectif.....	49
- Aspect légal.....	49
- Évolution des coûts	49
- Explication des variations budgétaires.....	50
Élément 04 – Service de la dette des centres de la petite enfance	50
- Objectif.....	50
- Aspect légal.....	50
- Évolution des coûts	50
- Explication des variations budgétaires.....	50
Élément 05 – Régime de retraite à l’intention d’employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l’enfance	50
- Objectif.....	50
- Aspect légal.....	51
- Évolution des coûts	51
- Explication des variations budgétaires.....	51
Élément 06 – Soutien financier aux organismes communautaire oeuvrant auprès des familles	51
- Objectif.....	51
- Évolution des coûts	51
- Explication des variations budgétaires.....	51

TABLE DES MATIÈRES

Page

Élément 07 – Prestations familiales 51

- Objectif..... 51
- Aspect légal..... 51
- Évolution des coûts 52
- Explication des variations budgétaires 52

Élément 08 – Allocations de maternité..... 52

- Objectif..... 52
- Aspect légal..... 52
- Évolution des coûts et du nombre de prestataires 52
- Explication des variations budgétaires 52

Élément 09 – Conseil de la famille et de l'enfance 52

- Objectif..... 52
- Aspect légal..... 52
- Évolution des coûts et de l'effectif 53
- Explication des variations budgétaires 53

INTRODUCTION

L'étude du budget de dépenses en commission parlementaire permet l'examen des orientations, des politiques, des programmes, des mesures et des activités d'un ministère. Le cahier explicatif du budget de dépenses est un outil qui aide plus particulièrement à comprendre la composition budgétaire et organisationnelle qui sous-tend les programmes et activités ainsi que leur évolution par rapport à l'année précédente.

Ce document présente le profil du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, ses ressources financières et il explique l'évolution du budget de dépenses 2002-2003 à 2003-2004 pour chaque programme et élément de programme qui s'y rattache.

Au chapitre des ressources financières, la composition du budget de dépenses comparatif 2002-2003 est précisée par rapport au budget de dépenses original 2002-2003. Suivent une synthèse des variations budgétaires entre 2003-2004 et 2002-2003, la comparaison du budget de dépenses par élément de programme en fonction du budget de dépenses comparatif. Enfin, chaque programme est présenté en expliquant pour chacun : son principal objectif, l'aspect légal, l'évolution des coûts, la clientèle et le coût moyen mensuel, s'il y a lieu, et les explications des variations du budget de dépenses.

Explications des termes apparaissant dans ce document :

- Budget de dépenses comparatif 2002-2003 :

Le budget de dépenses comparatif 2002-2003 tient compte des changements de structure, tels la fusion du ministère de la Famille et de l'Enfance et celui du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale, des variations d'effectifs au cours de 2002-2003, de certains ajustements de dépenses (transferts entre ministères), des virements budgétaires entre programmes et éléments de programmes, du budget supplémentaire et du fonds de suppléance pour financer les besoins additionnels du programme d'assistance-emploi.

- Crédits 2003-2004

Les crédits portent sur le budget de dépenses et les investissements dont le déboursement grève les sommes versées au Fonds consolidé du revenu mais excluent l'amortissement relié aux investissements en immobilisations.

- Budget de dépenses 2003-2004

Le budget de dépenses regroupe les supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Affectation à un fonds spécial », « Transfert » et « Créances douteuses et autres provisions ».

- Budget d'investissements

Le budget d'investissements comprend les supercatégories « Immobilisations » et « Prêts, Placements et Avances ». Les investissements en immobilisations sont capitalisés et seul l'amortissement est inscrit à la dépense de l'année dans la supercatégorie « Fonctionnement » du budget de dépenses.

Note

Les données présentées en regard des dépenses probables 2002-2003 sont différentes de celles apparaissant dans les renseignements supplémentaires reliés au budget de dépenses 2003-2004, compte tenu du fait qu'elles sont plus récentes.

Dans le seul but d'alléger la présentation et la lecture de ce document, la forme masculine a été utilisée. Elle désigne, lorsqu'il y a lieu, aussi bien les femmes que les hommes.

PROFIL DU MINISTÈRE

PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE

Emploi, Solidarité sociale et Famille

MISSION ET FONCTIONS

1 LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET DE LA FAMILLE

Le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille a été créé par décret gouvernemental le 29 avril 2003 à même les composantes de l'ancien ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et du ministère de la Famille et de l'Enfance créés le 8 mars 2001. Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale est issu de l'ancien ministère de la Solidarité sociale, instauré le 15 décembre 1998 et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, lequel avait été mis en place en juin 1997. Le Ministère, par l'intermédiaire d'Emploi-Québec, assure la gestion des services publics d'emploi, par la Sécurité du revenu, il administre l'aide financière de dernier recours et par la gestion des services à la famille et à l'enfance, il administre le développement des services de garde éducatifs et autres services à la famille et à l'enfance.

1.1 La mission

La mission du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille découle d'une priorité de lutte contre l'exclusion sociale et le chômage ainsi que d'une valorisation de la famille et de l'enfance en priorisant leur plein épanouissement.

En matière de solidarité sociale, la mission vise à la préserver et à la développer, d'une part en attribuant une aide financière aux ménages dont les ressources sont insuffisantes pour subvenir à leurs besoins et d'autre part, en aidant les personnes à résoudre les problématiques qui constituent un frein à leur insertion sociale et économique. Elle vise également à soutenir financièrement les organismes communautaires dans l'action qu'ils mènent auprès de la population québécoise. Le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille est en outre responsable de la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales.

En matière d'emploi, cette mission consiste à promouvoir l'emploi et le développement de la main-d'œuvre disponible et à contribuer à l'amélioration du fonctionnement du marché du travail. Elle doit en outre assurer un meilleur équilibre de l'offre et de la demande de main-d'œuvre et contribuer à la réduction du chômage, de l'exclusion sociale et professionnelle, de même qu'à la diminution des pertes d'emplois et de l'instabilité de l'emploi. En vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail, la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) exerce un rôle conseil, participe à la gestion d'Emploi-Québec et détient un pouvoir d'initiative. En lien avec ce que prévoit la Loi sur l'administration publique, la CPMT est directement associée à trois de ses éléments : la convention de performance et d'imputabilité qu'elle signe avec le ministre, le plan d'action d'Emploi-Québec qu'elle prépare avec ce dernier et le rapport de gestion d'Emploi-Québec qu'elle adopte. De plus, les enjeux stratégiques en matière d'emploi sont définis chaque année avec le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille dans un agenda commun et les orientations ainsi définies sont intégrées au plan stratégique du Ministère. La CPMT est en outre responsable de l'application de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre.

En matière d'aide à la famille et à l'enfance, cette mission vise à développer et à favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité. Ainsi, elle assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Cette mission vise également à assurer l'élaboration des politiques familiales et le soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde. En outre, elle a comme objectif de pourvoir au financement du service de la dette des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. Elle soutient financièrement les organismes communautaires travaillant auprès des familles. Finalement,

elle permet le versement des prestations familiales, des allocations de maternité et assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance.

1.2 L'offre de service

En tenant compte de la mission, des responsabilités, des clientèles et des partenaires du Ministère, ses activités administratives se regroupent en cinq grands domaines, à savoir :

- les services d'emploi ;
- le soutien du revenu et des personnes à risque d'exclusion ;
- les services à la famille et à l'enfance ;
- le développement de politiques, d'orientations et de mesures d'intervention ;
- la conformité et le recouvrement.

L'aide et les services offerts à la population par le Ministère peuvent être regroupés de la façon suivante.

Les services de base

- l'aide financière pour les personnes démunies et les familles à faible revenu ;
- les services de garde éducatifs offerts à temps plein ou à temps partiel ;
- les services d'information sur le marché du travail, qui contribuent à réaliser l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre ;
- les services de placement ;
- les services liés au développement de la formation et à la qualification professionnelle de la main-d'œuvre.

Les services spécialisés

- les services aux personnes et aux entreprises qui font face à des difficultés particulières (accompagnement social, préparation pour l'emploi, insertion et maintien en emploi, stabilisation et création d'emplois) ;
- possibilité de services à la famille et spécialisés en collaboration avec des partenaires, notamment les CLSC.

Les autres leviers d'intervention

- les services d'intervention sectorielle ;
- la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales ;
- l'administration du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome.

1.3 Les clientèles

Le Ministère consacre des efforts importants au soutien du revenu des personnes démunies, avec ou sans contrainte à l'emploi, et à leur insertion sociale et professionnelle, de même qu'au maintien du revenu des familles à faible revenu. Il offre également des services aux personnes en emploi ou sans emploi, aux entreprises québécoises, ainsi qu'aux collectivités locales. Au regard de sa responsabilité de coordination de politique familiale, le Ministère s'occupe de l'ensemble des familles, des parents et des enfants, de la naissance jusqu'à la fréquentation de la maternelle, de 0 à 4 ans, et de manière subsidiaire, des enfants d'âge scolaire n'ayant pas accès, dans leur région, à des services de garde scolaire.

1.4 Les partenaires

Les relations partenariales du Ministère se manifestent d'abord par l'intermédiaire d'instances nationales, régionales, locales et sectorielles qui collaborent à la réalisation d'objectifs communs et à la recherche de solutions mutuellement avantageuses dans le domaine de la main-d'œuvre, de l'emploi et du soutien aux familles. Le partenariat s'exerce au sein d'instances telles que la Commission des partenaires du marché du travail et les conseils

régionaux des partenaires du marché du travail qui sont étroitement associés à la gestion d'Emploi-Québec quant à l'élaboration des politiques d'emploi et de main-d'œuvre, à la définition de stratégies et d'objectifs, au choix des priorités, à la détermination des critères de répartition des ressources ainsi qu'au suivi du Plan d'action, au suivi budgétaire et à l'évaluation des résultats.

Le Ministère coordonne aussi son action avec celle d'un ensemble de ministères et d'organismes à vocation sociale et économique et offre des services en association avec les diverses composantes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux, les organismes locaux, régionaux et sectoriels ainsi que les ressources communautaires travaillant dans les domaines de l'emploi et de la main-d'œuvre, de la lutte contre la pauvreté et du soutien aux personnes vulnérables et de la famille.

Sur le plan de l'aide à la famille et à l'enfance, le Ministère entretient des relations partenariales avec le Conseil de la famille et de l'enfance et la Régie des rentes du Québec qui administre la Loi sur les prestations familiales et les règlements sur les prestations familiales et sur l'allocation pour enfant handicapé. De plus, le Ministère s'associe des partenaires du milieu pour s'assurer de la cohérence et de la complémentarité des interventions et pour les impliquer dans le développement et la mise en œuvre de la politique familiale.

2 LA CAPACITÉ ORGANISATIONNELLE DU MINISTÈRE

Le Ministère se doit de profiter de la conjoncture économique favorable pour maximiser les retombées positives de ses interventions sur les personnes et les entreprises et contribuer à résoudre des problématiques plus lourdes telles que la persistance de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Pour réaliser sa mission et faire face aux nombreux défis qui l'interpellent, le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille peut compter sur des forces présentes dans l'organisation et sa grande capacité à adapter ses interventions aux besoins de ses clientèles.

Parmi les atouts dont le Ministère dispose, on doit mentionner tout d'abord deux missions complémentaires qui, depuis 1998, lui permettent d'agir tant en matière de solidarité sociale que d'emploi. Ainsi, une partie importante de sa clientèle en matière d'emploi est référée par le réseau de la sécurité du revenu. Ces deux missions favorisent également le développement d'une offre de service intégrée qui tient compte des besoins réels des personnes ou des familles au regard de l'insertion sociale et professionnelle, tout en favorisant l'adaptation de la main-d'œuvre aux besoins du marché du travail et le développement de l'emploi.

Le Ministère gère l'une des plus importantes enveloppes budgétaires du Gouvernement. Un de ses défis consiste à maximiser les retombées de ses interventions au bénéfice de la clientèle en effectuant des choix qui permettent notamment d'aider le plus grand nombre de personnes à intégrer le marché du travail. Par ailleurs, le Ministère vise à optimiser le développement et l'accès à des services de garde éducatifs de qualité.

Le Ministère a comme objectif de tirer le maximum des budgets mis à sa disposition en tenant compte des planifications locales, régionales et nationales et en réallouant le cas échéant les ressources en fonction de ses priorités reliées à son offre de service et également des impacts dans les régimes de l'assistance-emploi, d'assurance-emploi, d'allocations familiales et de services de garde éducatifs de qualité.

3 LES ENJEUX

Au cours des prochaines années, l'action stratégique du Ministère s'articulera autour de quatre grands enjeux.

VOLET EMPLOI

PROFITER DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE FAVORABLE POUR SOUTENIR UN MAXIMUM DE PERSONNES DANS LEURS DÉMARCHES POUR INTÉGRER LE MARCHÉ DU TRAVAIL OU Y DEMEURER

Le premier enjeu prend appui sur le plus puissant levier pour assurer l'autonomie économique et sociale des personnes : **l'emploi**. La conjoncture économique favorable permet une importante croissance de l'emploi et commande une action énergique de la part du Ministère pour que des milliers de chômeurs, qu'ils soient prestataires de l'assurance-emploi ou de l'assistance-emploi ou sans soutien public du revenu, puissent trouver un emploi ou développer leurs compétences en considérant les besoins des entreprises.

VOLET SOLIDARITÉ SOCIALE

STRUCTURER L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

L'intensification des efforts visant à réduire la pauvreté se justifie d'abord par des raisons humanitaires, mais aussi en prenant conscience des enjeux socio-économiques contemporains et le constat que les sociétés modernes vieillissantes devront faire appel à tous leurs citoyens d'âge actif pour assurer le développement économique et social. La lutte contre la pauvreté comporte de multiples facettes et interpelle un grand nombre d'intervenants et d'acteurs qui jouent un rôle dans la dynamique sociale, économique, communautaire et institutionnelle et ne saurait se réaliser sans une intervention gouvernementale structurée. À titre de principal responsable de l'élaboration de la stratégie qui devra encadrer l'action gouvernementale de lutte contre la pauvreté, le Ministère joue un rôle moteur dans la démarche gouvernementale qui sera fondée sur la collaboration intersectorielle, la concertation et l'intégration des interventions afin d'en maximiser les retombées.

VOLET FAMILLE ET ENFANCE

GARANTIR LA PÉRENNITÉ DES SERVICES DE GARDE ET L'AJUSTEMENT DES SERVICES AUX BESOINS DES PARENTS

L'élément central de la politique familiale consistait dans le développement des services de garde éducatif à la petite enfance à coût modique et visait à permettre aux parents de mieux concilier leurs responsabilités parentales et professionnelles, à favoriser le développement de l'enfant et à assurer l'égalité des chances afin notamment, de briser le cycle de la pauvreté dans les milieux défavorisés.

Pour y parvenir, le gouvernement a investi massivement au cours des cinq dernières années. Les montants qui ont été versés aux centres de la petite enfance et aux garderies à but lucratif conventionnées atteignent 1,2 milliards de dollars en 2002-2003. La contribution gouvernementale pour la garde d'un enfant est en moyenne de 30 \$ par jour, soit 8 000 \$ par année. Cet investissement massif découle de la volonté gouvernementale de mettre en œuvre un plan de développement de 120 000 places à partir de 1997-1998 pour rendre disponible 200 000 places en mars 2006 afin de répondre aux besoins des parents.

Les services de garde sont essentiels pour les parents du Québec. Par ailleurs, en vue d'en garantir la pérennité, il y a lieu de réfléchir avec les partenaires sur les meilleurs moyens pour assurer un financement juste et équitable des services. Les besoins diversifiés des parents demandent également le développement d'une offre de service plus flexible faisant appel à l'ensemble des ressources des milieux disponibles.

ADAPTER L'ENSEMBLE DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX AUX RÉALITÉS DES FAMILLES AFIN D'AMÉLIORER LEURS CONDITIONS DE VIE

Le faible taux de natalité et le vieillissement rapide de la population sont des enjeux cruciaux pour notre société. Dans cette perspective, l'ensemble des variables menant à la réalisation ou non du désir d'avoir des enfants doivent faire l'objet d'un examen. La prolongation des études, l'entrée plus tardive et parfois difficile des jeunes sur le marché du travail, la précarité des emplois, l'impact économique des naissances sur les couples à revenu moyen ou faible, la difficulté à concilier la vie familiale et la vie professionnelle, le soutien accru à apporter aux parents âgés, le partage équilibré des tâches au sein du couple, la préservation des liens entre les parents, les grands-parents et les enfants après une rupture sont autant de phénomènes et d'enjeux auxquels nous devons apporter des solutions originales et ce, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux et les partenaires sociaux, économiques et communautaires travaillant auprès des familles et des enfants.

LES DÉFIS

Compte tenu des éléments de contexte, des problématiques et des enjeux évoqués, les défis pour le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille sont les suivants :

- ◆ établir un meilleur équilibre quantitatif et qualitatif entre l'offre et la demande de main-d'œuvre ;
- ◆ intervenir de façon précoce auprès des personnes à risque d'exclusion et enrayer le cycle du chômage, de la pauvreté et de l'exclusion sociale ;
- ◆ savoir anticiper les changements qui se produisent sur le marché du travail et chez les clientèles afin de raffiner et d'adapter l'offre de service et les modes d'intervention ;
- ◆ assurer un leadership gouvernemental dans les domaines de l'emploi et de la lutte contre la pauvreté et de la famille et mobiliser les partenaires sociaux et économiques ;
- ◆ promouvoir les mesures d'incitation au travail et d'aide aux familles, particulièrement celles à faible revenu ;
- ◆ appuyer l'action communautaire pour qu'elle puisse contribuer à satisfaire les besoins des personnes et des collectivités ;
- ◆ favoriser le développement harmonieux et l'égalité des chances pour les enfants ;
- ◆ faciliter la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle ;
- ◆ soutenir les parents dans l'exercice de leur rôle parental ;
- ◆ s'assurer au niveau des services de garde, d'un nouvel équilibre entre le financement public et la contribution des parents ;
- ◆ assurer le soutien aux familles ;
- ◆ maintenir le client au cœur des préoccupations du Ministère ;
- ◆ améliorer la qualité des services en regard de l'accès, l'accueil, le traitement et la demande de services ;
- ◆ mettre davantage l'accent au niveau de la gestion sur l'atteinte des résultats, l'imputabilité et la transparence.

4 LES ORIENTATIONS, LES AXES D'INTERVENTION ET LES OBJECTIFS

Les orientations stratégiques et les objectifs prioritaires visés par le Ministère pour les trois prochaines années s'inscrivent largement dans la poursuite de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle en plaçant clairement le client au cœur de son action :

VOLET EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

ORIENTATION 1

Contribuer à la croissance de l'emploi et à réduire la dépendance aux régimes d'assurance-emploi et d'assistance-emploi

Objectif 1

Augmenter le nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec.

Objectif 2

Accroître l'accès aux mesures d'insertion sociale et professionnelle aux membres des groupes défavorisés sur le plan de l'emploi.

Objectif 3

Réduire la dépendance des jeunes à l'égard du régime d'assistance-emploi et soutenir leur entrée sur le marché du travail.

Objectif 4

Augmenter le nombre d'interventions auprès des entreprises visant à renforcer leur capacité d'adaptation.

Objectif 5

Contribuer à la hausse du nombre d'entreprises assujetties à la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre qui investissent 1 % et plus de leur masse salariale en formation de leur main-d'œuvre.

ORIENTATION 2

Contribuer à réduire la pauvreté et l'exclusion sociale

Objectif 6

Contribuer à réduire et à prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en proposant des interventions ciblées à l'intention des clientèles fragilisées et des territoires à forte concentration de pauvreté.

Objectif 7

Accentuer l'incitation au travail en privilégiant la supplémentation du revenu.

Objectif 8

Favoriser le soutien aux familles.

Objectif 9

Soutenir le réseau communautaire qui intervient pour améliorer la vie des groupes les plus pauvres et les accompagner vers l'autonomie.

ORIENTATION 3

Mobiliser les différents acteurs sociaux et économiques en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des personnes

Objectif 10

Augmenter le taux d'emploi des personnes référées par le Ministère à des ressources externes.

Objectif 11

Augmenter le taux de participation des prestataires de l'assistance-emploi aux projets soutenus financièrement par le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.

Objectif 12

Élaborer et mettre en œuvre, avec les partenaires institutionnels, une offre de service intégrée et adaptée aux besoins des diverses clientèles.

Objectif 13

Mettre en œuvre une politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire.

ORIENTATION 4**Moderniser la gestion et la prestation des services aux citoyens et aux entreprises**Objectif 14

Améliorer l'organisation et la prestation des services en tenant compte des engagements découlant de la Déclaration de services aux citoyennes et citoyens en mettant à contribution le personnel.

Objectif 15

Accroître l'utilisation des technologies de l'information pour améliorer l'accès aux services et la rapidité de réponse et pour simplifier les transactions avec les clientèles.

Objectif 16

Garantir la protection des renseignements personnels dans un contexte d'évolution vers des services et des échanges hautement informatisés.

Objectif 17

Stimuler et valoriser la contribution des ressources humaines à l'atteinte des résultats et à l'amélioration de la qualité des services.

Objectif 18

Améliorer la disponibilité et l'utilisation de l'information de gestion et des technologies pour la gestion des ressources, la mesure et le suivi de la performance ainsi que pour la prise de décisions.

Objectif 19

Assurer un traitement juste et équitable des clientèles du Ministère.

Objectif 20

Intensifier le recouvrement des sommes versées en trop dans le cadre des programmes administrés par le Ministère.

VOLET FAMILLE ET ENFANCE**ORIENTATION 1****Favoriser le développement de mesures de conciliation des responsabilités parentales et professionnelles qui contribuent au développement des enfants**Objectif 1

D'ici avril 2004, faire en sorte que 179 000 places soient disponibles dans les services de garde éducatifs à contribution réduite.

Objectif 2

D'ici 2004, encourager les milieux de travail, notamment les entreprises, à poursuivre le développement de mesures de conciliation des responsabilités parentales et professionnelles.

ORIENTATION 2
Soutenir, en concertation avec les partenaires, les parents et les enfants en favorisant l'offre de service intégrée, adaptée et axée sur la prévention.

Objectif 1
D'ici 2004, accroître l'offre de service à l'intention des enfants ayant des besoins spécifiques ou vivant des situations particulières, de manière à augmenter de 1 500 annuellement le nombre d'enfants accueillis.

Objectif 2
Augmenter annuellement l'offre de service préventive, intégrée et adaptée aux enfants ayant des besoins spécifiques ou vivant des situations particulières en favorisant l'adoption d'ententes entre les centres de la petite enfance (CPE) et les organismes du milieu.

Objectif 3
Mettre en œuvre progressivement des mesures qui visent à susciter l'implication de partenaires oeuvrant auprès des familles et des enfants dans le soutien au rôle parental.

LE CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

ORIENTATION 1
Développer et proposer une vision prospective de la famille et du soutien à accorder à la famille et aux enfants.

Objectif 1
Informer annuellement le ministre sur la situation et les besoins des familles et des enfants.

Objectif 2
Développer des activités de vigilance dans cinq domaines : la politique familiale d'ensemble, l'organisation du monde du travail, le soutien économique et la fiscalité des familles, le droit et la famille, les services aux familles et aux parents.

Objectif 3
Produire les avis demandés par le ministre et des avis sur l'initiative du Conseil ainsi que des mémoires et des commentaires reliés à l'actualité.

Objectif 4
Intervenir dans les grands débats de société et sur la place publique, notamment quant à la démographie, la conciliation famille et travail, le soutien économique aux familles.

ORIENTATION 2
Poursuivre et intensifier la pratique de la consultation et du partenariat

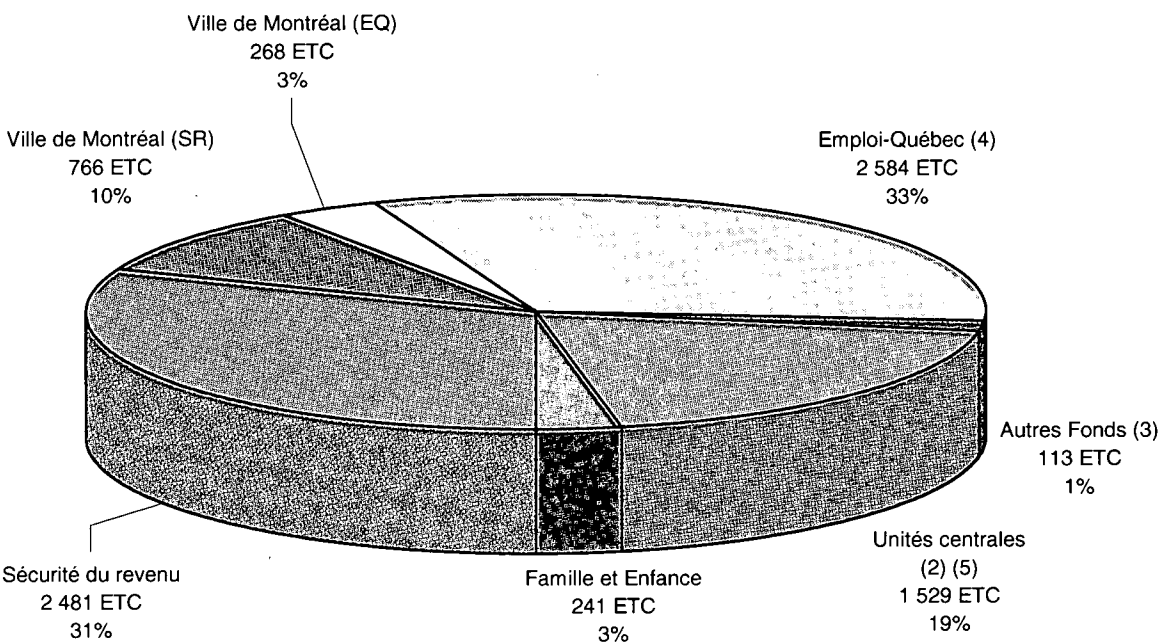
Objectif 1
Procéder à des consultations lors de la préparation de chaque rapport, avis, mémoire et assurer des liens avec les différents organismes gouvernementaux et socio-économiques concernés.

Objectif 2
Assurer des liens avec les milieux de recherche et de diffusion des connaissances sur la famille.

STRUCTURE DU MINISTÈRE

Le tableau suivant présente la ventilation des 7 982 ⁽¹⁾ effectifs à temps complet du Ministère en incluant la Ville de Montréal pour l'année 2003-2004 :

Figure 1 – Ventilation des effectifs à temps complet du MESSF pour 2003-2004



1. Le total de 7 982 ETC inclut 1 034 ETC employés par la Ville de Montréal qui ne sont pas compris dans l'effectif autorisé du MESSF.
2. Inclut la Direction générale des politiques de sécurité du revenu et d'emploi (111 ETC), la Direction des politiques familiales (72) et le Conseil de la famille et de l'enfance (10), la Direction du Ministère (202 ETC), la Direction générale des services à la gestion (887 ETC dont 422 ETC au secteur des technologies de l'information, 184 ETC au secteur de l'administration, 182 ETC au Centre de recouvrement et une réserve de gestion de 99 ETC) et la Direction générale de la planification et des services aux citoyens (247 ETC).
3. Inclut le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome du Québec (25 ETC), le Fonds québécois d'initiatives sociales (10 ETC) et le Fonds national de formation de la main-d'œuvre (78 ETC).
4. Inclut 13 ETC de la Commission des partenaires du marché du travail et de son secrétariat.
5. Inclut les effectifs qui donnent des services à Emploi-Québec, à la Sécurité du revenu, à la Famille et à l'Enfance et au Centre de recouvrement.

LE MINISTÈRE ET SA STRUCTURE

La structure administrative

La structure des éléments de programme budgétaire correspond à la structure administrative du ministère de l’Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille.

Programme 01 - Mesures d'aide à l'emploi

Élément 01 - Emploi-Québec

- Secrétariat de la Commission des Partenaires du marché du travail
- Direction du Fonds national de formation de la main-d’œuvre
- Direction des affaires publiques et des communications
 - Direction du service à la clientèle
- Direction générale adjointe à la planification et au développement de l’emploi
 - Direction de la planification et de l’information sur le marché du travail
 - Direction des mesures d’emploi et des services aux individus
- Direction générale adjointe à l’intervention en milieu de travail
 - Direction du développement des compétences en milieu de travail
 - Direction du placement et des services aux employeurs
- Direction générale adjointe à l'intervention sectorielle
- Direction générale des opérations d’Emploi-Québec
 - Direction des ressources externes
 - Direction du soutien à l’organisation du travail
 - Direction de l’administration et de l’information de gestion
 - Direction du pilotage opérationnel des systèmes informatiques
 - Direction générale adjointe aux opérations
 - Direction adjointe aux opérations
 - Directions régionales
 - Centres locaux d'emploi

Élément 02 – Politiques d’emploi

- Direction générale adjointe des politiques d’emploi
- Direction des politiques de main-d’œuvre

Programme 02 - Mesures d'aide financière

Élément 01 - Gestion du réseau de la sécurité du revenu

- Direction générale adjointe de la coordination et des projets spéciaux
- Direction générale adjointe du développement et de la gestion opérationnelle
 - Direction de l’architecture opérationnelle
 - Direction du développement des applications
 - Direction du service à la clientèle
- Direction générale adjointe du soutien à la conformité
 - Direction des enquêtes et de l'évaluation de la conformité réelle
 - Direction de la conformité et de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle
- Direction des opérations des Centres de communications avec la clientèle
- Direction générale adjointe des opérations régionales
 - Directions régionales
 - Centres locaux d'emploi
- Direction générale adjointe des opérations de la Métropole
 - Directions régionales
 - Centres locaux d'emploi

Élément 02 – Politiques de sécurité du revenu

- Direction générale des politiques
- Direction générale adjointe des politiques de sécurité du revenu
 - Direction du développement des politiques de sécurité du revenu
 - Direction de l’analyse économique et des projets gouvernementaux
- Direction générale adjointe de la recherche, de l’évaluation et de la statistique
 - Direction de la recherche et de la statistique
 - Direction de l’évaluation

Programme 03 – Soutien à la gestion

Élément 01 - Direction

- Cabinet des ministres
- Cabinet du sous-ministre
- Secrétariat du Ministère
- Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec
 - Direction adjointe
- Direction du bureau de Solidarité jeunesse
- Direction des affaires juridiques
- Direction des ressources humaines
- Direction de la vérification interne et des enquêtes administratives

Élément 02 - Services à la gestion

Direction générale des services à la gestion

Secteur des technologies de l'information (Direction générale adjointe des technologies de l'information)

- Direction de la planification, des solutions et des services à la clientèle
- Direction de l'infrastructure technologique et des services spécialisés
- Direction du développement et de la continuité - Sécurité du revenu
- Direction du développement et de la continuité - Emploi
- Direction du développement et de la continuité – Recouvrement et versement
- Direction du développement et de la continuité – Unités centrales

Secteur de l'administration

- Direction du budget et des opérations financières
 - Service des opérations financières
 - Bureau de coordination de l’implantation de GIRES
- Direction des ressources matérielles
 - Service de la gestion des espaces

Élément 03 - Centre de recouvrement

- Service de développement et de soutien aux opérations
- Service des mesures légales
- Service du recouvrement – Est
- Service du recouvrement - Ouest
- Service des pensions alimentaires

Élément 04 – Planification et services aux citoyens

- Direction générale de la planification et des services aux citoyens
 - Direction de la planification et de la modernisation
 - Bureau des renseignements et plaintes
 - Direction des communications

- Direction du service de révision
- Direction du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail
- Direction des affaires canadiennes et internationales

Programme 04 – Mesures d’aide à la famille et à l’enfance

Élément 01 – Gestion des services à la famille et à l’enfance

- Direction générale des services à la famille
 - Service des plaintes
 - Direction de la planification et du soutien à la gestion
 - Direction des politiques de main-d’œuvre et des ressources du réseau
 - Direction générale adjointe des services à la famille
 - Direction du financement du réseau
 - Direction de la coordination opérationnelle
 - Direction des services à la famille (Est)
 - Direction des services à la famille (Sud)
 - Direction des services à la famille (Montréal)
 - Direction des services à la famille (Nord-Ouest)

Élément 02 – Politiques familiales

- Direction générale des politiques familiales
- Direction des programmes à la famille
- Direction des programmes à l’enfance et à la jeunesse
- Direction de la recherche, de l’évaluation et de la statistique

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE SUPÉRIEURE DU MESSF

La structure administrative du Ministère reflète l'existence de trois agences gouvernementales, de cinq directions générales et de certaines unités administratives directement rattachées au sous-ministre, en raison de leur importance stratégique pour les autorités ministérielles, de leur impact sur l'ensemble de l'organisation ou de leurs responsabilités particulières: le Secrétariat du Ministère, la Direction du bureau de Solidarité jeunesse, la Direction des affaires juridiques, la Direction des ressources humaines, la Direction de la vérification interne et des enquêtes administratives ainsi que le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec.

LES AGENCES ET LES DIRECTIONS GÉNÉRALES

La Sécurité du revenu rend des services liés au programme d'aide financière et d'accompagnement social à la population alors qu'**Emploi-Québec** constitue le service public d'emploi du gouvernement du Québec.

Ces deux réseaux, constitués en agences, chacun dans leur domaine d'activités, regroupent les structures des services de première et de deuxième ligne aux citoyennes et citoyens. Ces structures sont composées d'unités centrales, de deux centres de communication avec la clientèle (Sécurité du revenu), de deux centres d'assistance au placement (Emploi-Québec), de directions régionales et de centres locaux d'emploi (CLE). Les unités centrales développent et coordonnent les programmes et mesures, planifient et évaluent la réalisation des opérations et offrent des services de support d'ensemble aux réseaux.

La Direction générale des services à la famille, susceptible de devenir une agence, assure le développement prévu pour répondre aux besoins en matière de services de garde à la petite enfance, aussi bien en ce qui concerne la qualité des services offerts que le nombre de places à créer. Elle doit coordonner, en collaboration avec les divers partenaires publics et parapublics et avec la clientèle, l'implantation des mesures et des mécanismes de soutien à la mise en œuvre des centres de la petite enfance, de même que la création et l'allocation des places en services de garde dans les centres de la petite enfance, en milieu familial et en garderie privée.

La Direction générale des politiques familiales est responsable de la conception, du développement, de l'évolution et de l'évaluation de la politique familiale et des programmes de soutien aux familles relevant du Ministère. De plus, elle assure la coordination interministérielle de l'ensemble des mesures gouvernementales de soutien aux familles et ce, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux, ainsi que les partenaires des divers milieux travaillant auprès des familles et des enfants. Elle comprend la Direction des programmes à la famille, la Direction des programmes à l'enfance et à la jeunesse et la Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique.

La Direction générale des politiques assure l'élaboration et le développement des politiques en matière de sécurité du revenu d'une part, et celles reliées à l'emploi, au marché du travail et au développement de la main-d'œuvre, d'autre part. Elle comprend également la Direction adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique responsable, entre autres, des statistiques officielles du Ministère.

La Direction générale de la planification et services aux citoyens assure la planification et l'intégration de toutes les actions d'ensemble du Ministère en lien rapproché avec les services aux citoyennes et aux citoyens. Elle comprend la Direction des communications du Ministère, le Bureau des renseignements et plaintes et la Direction du service de révision.

La Direction générale des services à la gestion assure le soutien administratif à l'ensemble du Ministère, incluant Emploi-Québec et la Sécurité du revenu en matière de gestion budgétaire et financière, de gestion des ressources matérielles et des technologies de l'information. Le Centre de recouvrement, qui est une agence, relève aussi de cette direction générale.

LES DIRECTIONS RÉGIONALES

Les 34 directions régionales assurent la présence des deux réseaux de services dans chacune des 17 régions conformément à la division territoriale retenue par le Gouvernement. Elles développent les concertations régionales nécessaires à la réalisation de la mission ministérielle et encadrent et supportent la réalisation des activités locales.

Les directions des services à la famille, au nombre de quatre, desservent l'ensemble des régions administratives du Québec selon la répartition territoriale suivante : Est, Sud, Nord-Ouest et Montréal. En plus de soutenir le développement, l'organisation, la mise en œuvre et l'optimisation des centres de la petite enfance et des autres services de garde, ces directions soutiennent l'organisation et la mise en œuvre de nouvelles mesures à l'égard de la famille et de l'enfance en participant à la concertation avec les différentes instances régionales et locales.

LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI

Le nombre de Centres locaux d'emploi et leur territoire est établi sur la base territoriale des municipalités régionales de comté (MRC) et, dans les cas des régions urbaines, d'un quartier ou d'un arrondissement. Les aménagements sur les territoires de la Métropole, de la Capitale nationale et de l'Outaouais tiennent compte de leurs particularités.

Le centre local d'emploi (CLE) est un guichet unique où sont offerts les services d'emploi et les services d'aide financière liés à la sécurité du revenu. Les services d'aide financière offerts par la Sécurité du revenu sont destinés aux personnes démunies ainsi qu'aux familles à faible revenu ayant au moins un enfant. Les services et mesures d'aide à l'emploi et de placement offerts par Emploi-Québec sont destinés aux individus et aux employeurs. Le CLE comporte des services communs de réception, une salle multiservice où les clients retrouvent des guichets emploi ainsi qu'un centre de documentation et d'information sur le marché du travail.

En matière d'aide financière, la Sécurité du revenu offre à tous les Québécoises et Québécois l'information sur les services et programmes d'aide financière, l'admissibilité à cette aide, l'accompagnement social ainsi que la référence vers Emploi-Québec ou encore vers d'autres organismes ou ministères. Elle offre également aux personnes admissibles l'aide financière et le suivi de leur dossier.

En matière d'emploi, Emploi-Québec offre à tous les Québécoises et Québécois l'information sur le marché du travail ainsi que les services aux individus et aux entreprises, dont la détermination des besoins, le libre-service de placement et l'orientation vers un intervenant externe ou encore vers d'autres organismes ou ministères. Elle offre également aux personnes admissibles un parcours individualisé pour l'emploi qui comporte, en fonction des besoins personnels de chaque client des services, des mesures et un soutien financier conduisant vers l'insertion ou le retour sur le marché du travail.

D'autres services sont aussi offerts en complémentarité par la Sécurité du revenu et Emploi-Québec et visent à aider les prestataires à recouvrer leur autonomie financière et sociale et à assurer le respect de leurs obligations en matière de recherche adaptées à leur situation en vue d'accéder à un emploi.

Par ailleurs, le CLE, pour exercer adéquatement son mandat, doit compter sur le partenariat avec des organismes communautaires ou d'intervention du milieu, notamment : les carrefours jeunesse-emploi, les centres locaux de développement (CLD), les ressources externes spécialisées dans le domaine de la main-d'œuvre et de l'emploi, les établissements d'enseignement, les centres locaux de services communautaires (CLSC) et les organismes spécialisés en intervention psychosociale.

Le directeur local d'Emploi-Québec siège sur le conseil d'administration du CLD qui agit à titre de comité aviseur du centre local d'emploi. Le CLD élabore le Plan local d'action pour l'économie et l'emploi dont le volet soutien et développement de l'emploi est confié au CLE.

LE PERSONNEL

Pour réaliser son mandat, le Ministère compte sur une organisation de l'ordre de 6 948 personnes dont 4 251 au Ministère et 2 697 dans les fonds spéciaux (2 584 ETC à Emploi-Québec, 10 ETC au Fonds québécois d'initiatives sociales, 78 ETC au Fonds national de formation de la main-d'œuvre et 25 ETC au Fonds d'aide à l'action communautaire autonome), en plus de 1 034 personnes travaillant à la Ville de Montréal dont 268 ETC affectés à la gestion des mesures actives. Les services sont accessibles dans 154 centres locaux d'emploi (CLE), 17 directions régionales et 4 directions de services à la famille. Des équipes en région et au central agissent en soutien aux deux agences pour l'interprétation et l'instrumentation dans la gestion des lois, des règlements et des programmes, pour certaines interventions de recouvrement et pour l'ensemble de la gestion des ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles.

N.B. : En sus des 10 ETC imputés au Fonds québécois d'initiatives sociales, il y a également 34 ETC affectés aux opérations courantes.

Figure 2 - TABLEAU COMPARATIF DE L'EFFECTIF AUTORISÉ du MESSF
(excluant 1 034 ETC pour la Ville de Montréal)

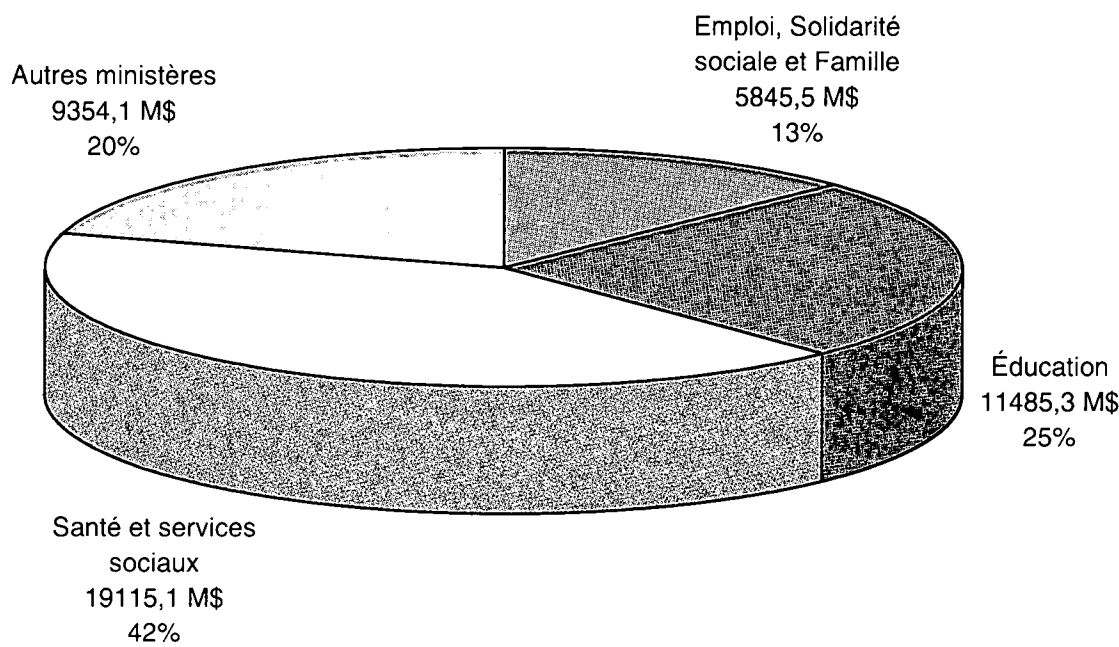
Structure budgétaire	ETC autorisés totaux 2003-04-01	ETC autorisés comparatifs 2002-2003
Mesures d'aide à l'emploi		
- Politiques d'emploi	30	30
Fonds de développement du marché du travail (FDMT)	2 584	2 584
- Fonds national de formation de la main d'œuvre	78	78
Mesures d'aide financière		
- Politiques de sécurité du revenu	81	81
- Gestion du réseau de la sécurité du revenu	2 481	2 481
Mesures d'aide à la famille et à l'enfance		
- Politiques familiales	72	72
- Gestion des services à la famille et à l'enfance	241	241
- Conseil de la famille et de l'enfance	10	10
Soutien à la gestion		
- Direction	202	202
- Direction générale de services à la gestion		
• Secteur des technologies de l'information	422	422
Direction générale adjointe des technologies de l'information		
• Secteur de l'administration	283	283
- Centre de recouvrement	182	182
- Direction générale de la planification et des services aux citoyens	247	247
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	25	25
Fonds québécois d'initiatives sociales	10	10
TOTAL	6 948	6 948

LES RESSOURCES FINANCIÈRES DU MINISTÈRE

LES RESSOURCES FINANCIÈRES DU MINISTÈRE

Le graphique suivant présente la répartition du budget de dépenses de programmes du gouvernement du Québec pour 2003-2004 par grands secteurs de dépenses :

Figure 3 – Répartition du budget de dépenses par grand secteur de dépenses pour 2003-2004



EXPLICATION DE L'ÉCART ENTRE LE BUDGET ORIGINAL DE DÉPENSES 2002-2003 ET LE BUDGET DE DÉPENSES COMPARATIF 2002-2003

Le budget des dépenses original du portefeuille Emploi, Solidarité sociale et celui du portefeuille Famille et Enfance, pour 2002-2003, était de 5 826 851,0 K\$ alors que le budget des dépenses comparatives 2002-2003 au livre des crédits 2003-2004 est de 5 978 440,1 K\$. Cette variation de 151 589,1 K\$ par rapport au budget initialement voté s'explique par les éléments suivants :

(K\$)

BUDGET DE DÉPENSES ORIGINAL ALLOUÉ AU LIVRE DES CRÉDITS 2002-2003

- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3 967 782,6
- Ministère de la Famille et de l'Enfance	1 859 068,4
Total	5 826 851,0
- Budget supplémentaire « assistance-emploi »	108 000,0
- Mandat spécial « assistance-emploi »	50 000,0
- Transfert de divers ministères pour la politique gouvernementale d'action communautaire	3 564,5
- Transfert de la Condition féminine au ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration	(7 255,6)
- Transfert du Secrétariat aux aînés et du Conseil des aînés au Ministère de la Santé et des services sociaux	(2 707,1)

- Ajustement des crédits reportés de 2001-2002 à 2002-2003 selon le réel	(1 208,1)	
- Autres variations	1 195,4	
		151 589,1
<u>BUDGET DE DÉPENSES COMPARATIF 2002-2003 AU LIVRE DES CRÉDITS 2003-2004</u>		<u>5 978 440,1</u>

SYNTHÈSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES ENTRE 2003-2004 ET 2002-2003

Le budget de dépenses 2003-2004 du portefeuille “Emploi, Solidarité sociale et Famille” est établi à 5 845,5 M\$ en baisse de 132,9 M\$ comparativement au budget de dépenses comparatif 2002-2003 de 5 978,4 M\$. Les principaux éléments d’ajustements se retrouvent aux mesures d’aide financière (-209,1 M\$), aux mesures d’aide à l’emploi (-27,0 M\$), au soutien à la gestion (-0,2 M\$) et aux mesures d’aide à la famille et à l’enfance (+103,4 M\$).

Le budget de dépenses du programme « Mesures d’aide financière » passe de 2 947,5 M\$ à 2 738,4 M\$, soit une diminution de 209,1 M\$. Cette diminution résulte principalement d’une baisse prévue de 25 500 ménages à l’assistance-emploi, soit de 358 164 ménages prévus en moyenne en 2002-2003 à 332 664 ménages en 2003-2004. Toutefois, cette diminution est partiellement compensée par des bonifications découlant de la stratégie de lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale, de l’abolition du test et du partage du logement, de l’indexation des barèmes d’assistance-emploi, de l’instauration du Fonds québécois d’initiatives sociales et de mesures visant l’intégration en emploi des jeunes prestataires de l’assistance-emploi. De plus, l’augmentation des crédits à l’Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris résulte de modifications législatives au programme.

Le budget de dépenses du programme « Mesures d’aide à l’emploi » passe de 962,3 M\$ à 935,3 M\$ en 2003-2004, soit une baisse de 27,0 M\$ qui s’explique pour l’essentiel par la réduction des crédits d’intervention québécois (-20 M\$) et par la réduction des dépenses administratives (-7,8 M\$).

En ce qui a trait au soutien à la gestion, le budget de dépenses passe de 232,3 M\$ à 232,1 M\$, soit une diminution de 0,2 M\$ reliée aux reports de crédits de 2002-2003 à 2003-2004, aux mesures de réduction des dépenses administratives 2003-2004, ainsi qu’à une augmentation en regard des loyers.

Quant aux mesures d’aide à la famille et à l’enfance, le budget de dépenses passe de 1 836,3 M\$ à 1 939,7 M\$, soit une augmentation de 103,4 M\$. Cette augmentation résulte essentiellement de l’annualisation des places dans les centres de la petite enfance et autres services de garde, du service de la dette des centres de la petite enfance et de l’instauration d’un régime de retraite à l’intention des employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l’enfance.

En 2003-2004, le Ministère a le même effectif autorisé que l’année précédente, soit 6 948 ETC, dont 4 251 au Ministère et 2 697 dans les fonds spéciaux. Il pourra également compter sur 766 effectifs de la Ville de Montréal pour l’administration déléguée des services en matière de sécurité du revenu et sur 268 effectifs de la Ville affectés à la gestion des mesures actives d’emploi.

Vous trouverez ci-après un tableau qui dresse un sommaire regroupant le budget de dépenses du Ministère (4 845,0 M\$) et les dépenses prévues aux Fonds spéciaux (1 067,2 M\$) pour un total de 5 912,2 M\$. Il est à souligner que les données du Fonds national de formation de la main-d’œuvre sont exclues en raison de leur caractère fiduciaire.

Portrait consolidé du budget de dépenses du MESSF et des dépenses prévues aux fonds spéciaux pour 2003-2004

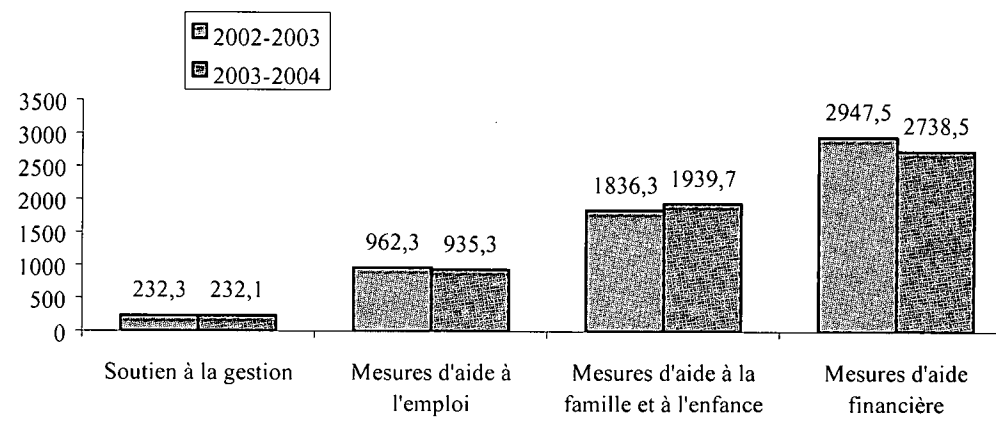
<i>en milliers de \$</i>	Rémunération Fonctionnement	Transfert Créances douteuses et autres	Affectation à un fonds spécial	Crédits totaux
A) Budget de dépenses du MESSF				
Mesures d'aide à l'emploi	1 692,5	1 778,0	931 796,3	935 266,8
Mesures d'aide financière	175 689,3	2 539 245,7	23 535,2	2 738 470,2
Soutien à la gestion	177 097,3	9 829,1	45 200,0	232 126,4
Mesures d'aide à la famille et à l'enfance	20 242,1	1 919 408,7	0,0	1 939 650,8
Sous-total	374 721,2	4 470 261,5	1 000 531,5	5 845 514,2 (1)
Transferts aux fonds spéciaux	0,0	0,0	(1 000 531,5)	(1 000 531,5)
Dépense prévue excluant les fonds spéciaux	374 721,2	4 470 261,5	0,0	4 844 982,7
B) Transfert aux fonds spéciaux				
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	6 316,0	42 264,6	N/A	48 580,6 (2)
Fonds de développement du marché du travail	166 242,1 (3)	759 452,6	N/A	925 694,7 (3)
Fonds québécois d'initiatives sociales	1 500,0	46 282,0	N/A	47 782,0 (4)
Fonds des technologies de l'information	45 200,0	0,0	N/A	45 200,0
Total	219 258,1	847 999,2	N/A	1 067 257,3
C) Total Crédits et Fonds	593 979,3	5 318 260,7	N/A	5 912 240,0

- (1) Ce montant exclut les investissements de 9,2 M\$ mais inclut l'amortissement de (3,1 M\$).
- (2) Ce montant provient des sommes versées par la Société des loteries et courses du Québec et de montants pour le financement de la politique gouvernementale d'action communautaire, y incluant des virements interministériels de 23,5 M\$.
- (3) Tient compte des revenus autonomes de la qualification professionnelle (1,6 M\$), de la CSST et publication (0,7 M\$), soustrait d'un montant de 45 M\$ représentant des coûts indirects assumés par le Ministère et non inclus dans les crédits d'affectation à un fonds spécial. La dépense tient compte de l'engagement d'Emploi-Québec de se constituer un surplus de 8,4 M\$ au 31 mars 2004.
- (4) Compte tenu des droits et obligations acquis du Fonds de lutte contre la pauvreté, les revenus provenant de ce Fonds permettront d'assumer cette dépense.

Vous trouverez, ci-après, une comparaison du budget de dépenses prévu par programme et élément pour 2003-2004 par rapport au budget de dépenses comparatif 2002-2003 ainsi que la dépense probable comparative 2002-2003.

COMPARAISON DU BUDGET DE DÉPENSES PRÉVU PAR PROGRAMME POUR 2003-2004 ET DU BUDGET DE DÉPENSES COMPARATIF 2002-2003

Programmes	Budget de Dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
01- Mesures d'aide à l'emploi	935 266,8	962 336,3	(27 069,5)	967 192,6
02- Mesures d'aide financière	2 738 470,2	2 947 521,1	(209 050,9)	2 993 329,5
03- Soutien à la gestion	232 126,4	232 291,1	(164,7)	214 151,2
04- Mesures d'aide à la famille et à l'enfance	1 939 650,8	1 836 291,6	103 359,2	1 777 303,7
TOTAL	5 845 514,2	5 978 440,1	(132 925,9)	5 951 977,0

Figure 4 – Comparaison des budgets de dépenses par programmes pour 2002-2003 & 2003-2004

PROGRAMME 01 - MESURES D'AIDE À L'EMPLOI

Objectif du programme

Ce programme vise à pourvoir au financement d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'œuvre. Ce programme vise également le développement des politiques d'emploi.

Évolution des coûts par élément

Éléments	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
01 Emploi-Québec	931 796,3	958 782,3	(26 986,0)	963 978,8
02 Politiques d'emploi	1 692,5	1 776,0	(83,5)	1 635,8
03 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi	1 778,0	1 778,0	0,0	1 578,0
Total	935 266,8	962 336,3	(27 069,5)	967 192,6

Le budget de dépenses de ce programme passe de 962,3 M\$ en 2002-2003 à 935,3 M\$ en 2003-2004, en raison de la réduction des dépenses prévues d'Emploi-Québec de 7,8 M\$ en administration ainsi que de la diminution des crédits d'intervention pour un montant de 20,0 M\$, compensée partiellement par une majoration des sommes prévues à l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail (0,8 M\$).

Élément 01 – Emploi-Québec

Objectif

Cet élément de programme vise à pourvoir au financement d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT).

Aspect légal

Ce programme découle de la *Loi créant le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail* (L.R.Q., c. M-15.001), de la *Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre* (L.R.Q., c. d-7.1) et de la *Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'œuvre* (L.R.Q., c. F-5).

Mission et fonctions

Emploi-Québec gère, sur le territoire du Québec, des services publics d'emploi selon un mode de gestion par résultats décentralisé et régionalisé. Au sein du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, Emploi-Québec constitue une agence ayant des mandats exclusifs et ses champs d'intervention propres. À cet effet, Emploi-Québec s'est dotée de directions régionales et offre des services dans des centres locaux d'emploi (CLE) à l'ensemble de la main-d'œuvre québécoise et aux entreprises, en partenariat avec des organismes voués au développement de la main-d'œuvre et de l'emploi et au développement régional et local.

La mission d'Emploi-Québec est de susciter l'emploi de la main-d'œuvre disponible, de promouvoir le développement de la main-d'œuvre, d'améliorer l'offre de main-d'œuvre et d'influer sur la demande de main-d'œuvre de façon à favoriser l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre sur le marché du travail.

Pour réaliser sa mission, Emploi-Québec s'occupe de la mise en œuvre et de la gestion, aux niveaux national, régional, local et sectoriel, des mesures, programmes et activités relevant du ministre dans les domaines de la main-d'œuvre et de l'emploi. Cela comprend notamment l'information sur le marché du travail, le placement ainsi que les services et activités liés à la politique active du marché du travail. Emploi-Québec exerce aussi des fonctions relevant de l'application de certaines lois: la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre* et la *Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre*. De plus, Emploi-Québec met en œuvre l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail.

Évolution du budget de dépenses d'Emploi-Québec

Budget	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	931 796,3	958 782,3	(26 986,0)	963 978,8

Le budget de dépenses de 931,8 M\$ est affecté au Fonds de développement du marché du travail est réparti entre la gestion (164,0 M\$) et l'intervention (767,8 M\$).

K\$		
<u>Gestion</u>	Rémunération	146 926,1
	Fonctionnement	17 052,0
Total		163 978,1
<u>Intervention</u>		767 818,2
Total		931 796,3

Le Fonds de développement du marché du travail vise à financer la mise en œuvre et la gestion des mesures, des programmes et des activités relevant du ministre dans les domaines de la main-d'œuvre et de l'emploi ainsi que la prestation des services publics d'emploi.

Gestion: Évolution des coûts et de l'effectif

Budget	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	163 978,1	171 756,1	(7 778,0)	181 460,3

Le budget de dépenses de fonctionnement d'Emploi-Québec est constitué de 52,9 M\$ pourvus par l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail et de 111,1 M\$ par le gouvernement du Québec.

Effectif	2003-2004	2002-2003	Variation
Effectif total autorisé	2 584	2 584	0

Explication des variations budgétaires

La diminution de 7 778,0 K\$ entre le budget de dépenses 2003-2004 et le budget comparatif 2002-2003 s'explique par des mesures d'économies administratives d'un même montant.

Intervention: Évolution des coûts

Budget	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	767 818,2	787 026,2	(19 208,0)	782 518,5

Explication des variations budgétaires

La variation de 19 208 K\$ entre le budget de dépenses 2003-2004 et le budget comparatif 2002-2003 s'explique par les facteurs suivants :

	K\$
- Augmentation de crédits découlant de l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail (592 288 K\$ en 2003-2004 vs 591 496 K\$ en 2002-2003)	792,0
- Réduction des crédits québécois d'intervention	(20 000,0)
	<u>19 208,0</u>

Le budget de dépenses composant l'enveloppe budgétaire de 767,8 M\$ est constitué de 592,3 M\$ pourvus par l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail et du financement de 175,5 M\$ par le gouvernement du Québec.

La simplification et le regroupement des mesures actives en 1998 ont permis d'alléger les mécanismes de support auprès des partenaires et des citoyens en matière de préparation, d'insertion et de création d'emploi, de stabilisation et de maintien de l'emploi, qui constituent les cinq axes de la politique active du marché du travail.

Depuis sa création, Emploi-Québec a mis de l'avant des mesures simplifiées et harmonisées, notamment par la mise en œuvre de la mesure de formation laquelle vise à regrouper les interventions en matière de formation de la main-d'œuvre.

L'actuel défi d'Emploi-Québec est de compléter son offre de services auprès des entreprises, d'améliorer la performance des services publics d'emploi par le biais de développements informatiques, notamment en regard des services de placement en ligne et d'offrir des outils de travail adaptés et performants à son personnel.

Liste des mesures et des objectifs par axe
de la politique active du marché du travail

AXE – PRÉPARATION POUR L'EMPLOI

Mesure	Description	Objectifs
Services d'aide à l'emploi	La mesure <i>Services d'aide à l'emploi</i> regroupe des activités de courte durée et périphériques au placement.	<ul style="list-style-type: none">Aider les personnes en démarche d'emploi à préciser leurs besoins en matière d'emploi et de formation.Fournir les outils et les moyens aux personnes en démarche d'emploi par l'offre de service périphérique au placement ou d'aide conseil à la recherche d'emploi.
Insertion sociale	La mesure <i>Insertion sociale</i> permet à des personnes de développer ou de maintenir certaines habiletés, attitudes ou comportements susceptibles d'accroître leurs possibilités d'accéder au marché du travail en participant à des activités de nature communautaire ou à des activités d'alphabétisation préalable à une démarche d'intégration en emploi.	<ul style="list-style-type: none">Favoriser l'insertion sociale et le développement d'attitudes, de comportements et d'habiletés préalables à l'intégration en emploi de personnes pour qui l'accès au marché du travail ne peut être envisagé qu'à plus ou moins long terme.
Projets de préparation à l'emploi	La mesure <i>Projets de préparation à l'emploi</i> permet de réaliser en groupe des activités intensives, variées, adaptées et intégrées de développement de l'employabilité offertes par des intervenants externes.	<ul style="list-style-type: none">Permettre à des personnes défavorisées au plan de l'emploi d'acquérir ou de développer des compétences personnelles et des compétences liées à l'insertion au marché du travail au moyen de la réalisation d'activités intégrées de préparation et d'insertion en emploi.

AXE – INSERTION

Mesure	Description	Objectifs
Subventions salariales	La mesure <i>Subventions salariales</i> permet de verser une subvention salariale à un employeur, pour une période prédéterminée, afin de couvrir une partie du salaire versé au participant, qui autrement, serait à risque de chômage prolongé.	<ul style="list-style-type: none">Faciliter l'intégration dans des emplois durables des clientèles à risque de chômage prolongé qui ne pourraient y avoir accès sans une aide financière.Viser l'acquisition d'expériences professionnelles transférables par le développement ou le maintien des compétences de personnes ayant l'autonomie suffisante pour se servir de l'expérience ainsi acquise comme tremplin vers un emploi durable.
Supplément de retour au travail	La mesure <i>Supplément de retour au travail</i> incite les chômeurs de longue durée à trouver un emploi en réduisant l'obstacle des contraintes financières du fait des coûts supplémentaires liés au début d'un emploi et du délai à recevoir un revenu de salaire permettant de les défrayer.	<ul style="list-style-type: none">Offrir un incitatif financier aux personnes ciblées, à faibles revenus, qui accèdent à un emploi.

AXE – CRÉATION D’EMPLOIS

Mesure	Description	Objectifs
Soutien au travail autonome	La mesure <i>Soutien au travail autonome</i> fournit de l’aide sous forme d’encadrement, de conseils techniques et de soutien financier aux personnes admissibles afin qu’elles atteignent l’autonomie sur le marché du travail en créant ou en développant une entreprise ou en devenant travailleur autonome. Elle repose sur une collaboration avec les intervenants du milieu compétents en matière d’entrepreneurs et d’activités de travail autonome.	<ul style="list-style-type: none">• Soutenir les individus aptes à mettre en œuvre un projet viable d’entreprise ou des activités de travail autonome.• Aider les individus à devenir autonome sur le marché du travail.

Mesures qui touchent à plusieurs axes

AXES – STABILISATION, MAINTIEN ET CRÉATION D’EMPLOIS

Mesure	Description	Objectifs
Concertation pour l’emploi	<p>La mesure <i>Concertation pour l’emploi</i> encourage les différentes parties concernées par des problématiques du marché du travail à recourir à la concertation comme moyen privilégié pour trouver des solutions durables à leurs problèmes et particulièrement ceux qui sont reliés à la gestion des ressources humaines. Par cette mesure, Emploi-Québec s’associe aux parties concernées en leur apportant une aide conseil et une aide financière pour la mise sur pied et le fonctionnement de comités de concertation et pour la mise en œuvre des solutions proposées.</p> <p>La mesure <i>Concertation pour l’emploi</i> permet aussi aux entreprises de recourir aux services d’experts pour réaliser des interventions visant l’amélioration de la gestion des ressources humaines. La mesure <i>Concertation pour l’emploi</i> soutient, en outre, 26 comités sectoriels de main-d’œuvre et quatre comités aviseurs. Enfin, Emploi-Québec peut conclure des ententes avec des organismes externes pour appuyer et faciliter l’exécution des mesures actives.</p>	<ul style="list-style-type: none">• Favoriser la prise en charge des problématiques par les acteurs concernés, soit les employeurs, les associations d’employés et d’employeurs, les travailleurs autonomes faisant face à une problématique d’emploi, de même que les travailleurs licenciés collectivement.• Développer et mettre en application des stratégies permettant de faire face aux changements affectant le marché du travail, de s’adapter aux changements en matière de ressources humaines, d’agir sur les problématiques liées au développement et à l’accès à l’emploi, ainsi que d’appuyer et faciliter l’exécution des mesures actives d’emploi.

AXES - INSERTION EN EMPLOI, PRÉPARATION À L'EMPLOI, MAINTIEN EN EMPLOI ET STABILISATION DE L'EMPLOI

Mesure	Description	Objectifs
Mesure de formation de la main-d'œuvre	<p>La <i>Mesure de formation de la main-d'œuvre</i> s'inscrit dans le cadre d'un Parcours individualisé vers l'insertion, la formation et l'emploi, sauf lorsqu'elle s'applique à des travailleurs en emploi.</p> <p>Afin de contribuer à la réduction du chômage et en cohérence avec les emplois disponibles sur le marché du travail, les activités de formation sont établies à partir des besoins des adultes qui désirent intégrer le marché du travail ou s'y maintenir et des besoins des employeurs en termes de maintien et de stabilisation de l'emploi.</p> <p>Divers moyens d'intervention et formules pédagogiques peuvent être utilisés pour répondre aux besoins spécifiques des participants.</p> <p>Des activités de francisation, d'alphabétisation, de formation générale et de formation professionnelle aux niveaux secondaire, collégial et universitaire peuvent être offertes à la clientèle. Des activités de formation, dans une autre langue que le français, peuvent également être offertes aux personnes qui en ont besoin pour s'intégrer ou se maintenir en emploi.</p>	<ul style="list-style-type: none">• Permettre à des clientèles ciblées d'acquérir des compétences, de nature générale ou spécialisée, liées à l'emploi, par une aide aux individus et aux employeurs, visant une formation adaptée afin de contribuer à l'insertion et au maintien en emploi.• Viser une formation qualifiable et transférable sur le marché du travail.

AXES - INSERTION EN EMPLOI, PRÉPARATION À L'EMPLOI, MAINTIEN EN EMPLOI, STABILISATION DE L'EMPLOI ET CRÉATION D'EMPLOIS

Mesure	Description	Objectifs
Recherche et innovation	<p>La mesure <i>Recherche et innovation</i> s'inscrit dans le cadre de stratégies nationales d'Emploi-Québec en soutien à sa mission de contribuer à l'amélioration du fonctionnement du marché du travail québécois. La mesure permet d'appuyer des activités de recherche ou d'expérimentation portant sur des problématiques du marché du travail importantes en lien avec cette mission.</p>	<ul style="list-style-type: none">• Effectuer des recherches et mettre en œuvre des projets d'expérimentation visant à appuyer et améliorer les politiques, les mesures et les services reliés aux cinq axes de la Politique active du marché du travail afin de trouver de meilleures façons d'aider les personnes à devenir ou demeurer aptes à occuper ou à reprendre un emploi et à être des membres productifs du marché du travail.

Élément 02 – Politiques d’emploi

Objectif:

Cet élément de programme vise le développement des politiques d’emploi, à l’intérieur de la Direction générale des politiques du Ministère.

Évolution des coûts et de l'effectif

Budget	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	1 692,5	1 776,0	(83,5)	1 635,8

Effectif	2003-2004	2002-2003	Variation
Effectif total autorisé	30	30	0

Explication des variations budgétaires

La variation de 83,5 K\$ entre le budget de dépenses 2003-2004 et le budget comparatif 2002-2003 s’explique par les facteurs suivants :

	K\$
- Mesures d’économies administratives	(66,5)
- Variation entre les crédits reports 2003-2004 et 2002-2003	(17,0)
	(83,5)

Élément 03 – Provision pour augmenter, avec l’approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l’insertion, la formation et l’aide à l’emploi

Objectif

Cette provision constitue le véhicule pour effectuer les virements de budgets pour augmenter les crédits pour la réalisation de projets favorisant l’insertion, la formation et l’aide à l’emploi. Certaines activités sont ciblées:

Fonds ministériel d'aide à l'innovation et à l'expérimentation (FAIE)

Le Fonds vise à apporter une aide financière à des organismes à but non lucratif dont les activités de protection et d'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires des programmes du Ministère ou dont les activités reliées à l'aide ou au développement de l'employabilité ou à la formation professionnelle sont jugées d'un intérêt certain par rapport à la mission du Ministère.

Subvention aux autochtones

Cette mesure permet d’octroyer des subventions à des communautés autochtones pour la mise sur pied de projets susceptibles de promouvoir le développement de leurs ressources humaines.

Évolution des coûts

Activités	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi	1 778,0	1 778,0	0,0	1 578,0 (1)

(1) En 2002-2003, des virements de crédits de 0,2 M\$ ont été effectués à l'OPHQ. Le montant de 1,6 M\$ a servi au financement du FAIE et de la subvention aux autochtones (15 K\$).

Explication des variations budgétaires

Le niveau du budget de dépenses de 2002-2003 est maintenu pour 2003-2004.

PROGRAMME 02 - MESURES D'AIDE FINANCIÈRE

Objectif du programme

Ce programme vise à rendre accessibles à tous les citoyennes et citoyens qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau de la Sécurité du revenu et de celui de la Ville de Montréal. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Également, ce programme verse aux personnes à faible revenu ayant des enfants à charge un supplément basé sur le revenu de travail, afin de les inciter à demeurer ou à entrer sur le marché du travail. Par ailleurs, ce programme vise à favoriser l'intégration durable en emploi des prestataires de longue durée de l'assistance-emploi en leur offrant des suppléments temporaires de revenus de travail. De plus, le programme accorde à l'Office de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le financement du Fonds québécois d'initiatives sociales. Enfin, il vise le développement des politiques de sécurité du revenu.

Évolution des coûts par élément

Éléments	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
01- Gestion du réseau de la sécurité du revenu	171 460,2	182 100,9	(10 640,7)	186 631,9
02- Politiques de sécurité du revenu	6 454,1	7 889,2	(1 435,1)	6 115,4
03- Assistance-emploi	2 434 851,6	2 631 826,7	(196 975,1)	2 683 873,8
04- Gestion du dénuement	29 000,0	29 000,0	0,0	29 172,2
05- Aide aux parents pour leurs revenus de travail	31 900,0	33 453,3	(1 553,3)	31 362,5
06- Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	20 277,5	16 751,0	3 526,5	16 687,1
07- Action emploi	34 926,8	36 900,0	(1 973,2)	34 486,6
08- Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion de prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi	9 600,0	9 600,0	0,0	5 000,0
TOTAL	2 738 470,2	2 947 521,1	(209 050,9)	2 993 329,5

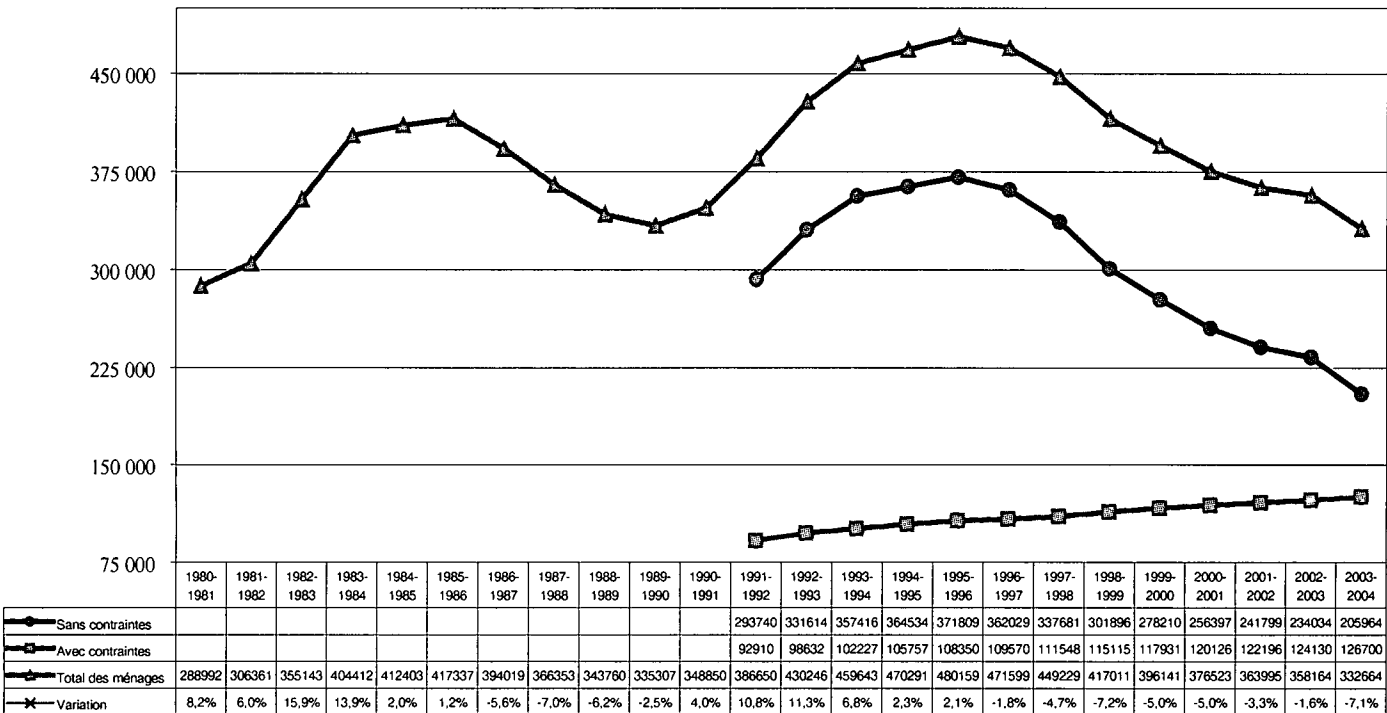
Le budget de dépenses du programme passe de 2 947,5 M\$ en 2002-2003 à 2 738,5 M\$ en 2003-2004, soit une diminution de 209,0 M\$.

Cette diminution résulte principalement d’une baisse prévue de 25 500 ménages à l’assistance-emploi en 2003-2004 par rapport à l’année précédente. Le nombre de ménages est prévu passer de 358 164 à 332 664. Cette baisse s’explique par plusieurs facteurs, l’intensification des activités d’insertion en emploi à l’égard des prestataires de l’assistance-emploi dont notamment « Objectif emploi », la reconduction et bonification de Solidarité jeunesse et la mise en œuvre du Fonds québécois d’initiatives sociales.

L’objectif de réduction des ménages à l’assistance-emploi en 2003-2004 est appuyé par un plan détaillé qui prévoit une valorisation de l’effort. De plus, les prévisions démontrent qu’il y aura 640 000 emplois à combler d’ici cinq ans.

Le tableau ci-après présente l’évolution du nombre de ménages présents à l’aide de dernier recours depuis 1980-1981 :

Figure 5 - Évolution du nombre de ménages à la Sécurité du revenu de 1980-1981 à 2003-2004



On remarque que depuis 1996-1997, le nombre de ménages ne cesse de diminuer. En 1997-1998, la diminution constatée est de 4,7 %, pour 1998-1999, elle est de 7,2 %, de 5 % 1999-2000, de 5,0 % en 2000-2001, de 3,3% en 2001-2002 et 1,6% en 2002-2003. Pour 2003-2004, le nombre de ménages prévu est de 332 664, soit une baisse estimée à 7,1 %.

Élément 01 - Gestion du réseau de la sécurité du revenu

Objectif

Le budget de dépenses de l’agence de la Sécurité du revenu contenu dans cet élément de programme comprend le fonctionnement des centres locaux d’emploi, des directions régionales, des unités centrales, ainsi que le budget de dépenses pour l’administration du Fonds québécois d’initiatives sociales.

Évolution des coûts et de l'effectif

Budget	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	171 460,2	182 100,9	(10 640,7)	186 631,9

Effectif	2002-2003	2001-2002	Variation
Effectif total autorisé	2 481	2 481	0

Explication des variations budgétaires

La variation de 10 640,7 K\$ entre le budget de dépenses 2003-2004 et le budget comparatif 2002-2003 s’explique par les facteurs suivants :

	K\$
- Financement des contributions d’employeur	(760,1)
- Variation entre les crédits reports 2003-2004 et 2002-2003	(2 926,6)
- Mesures d’économies administratives	(6 954,0)
	<u>(10 640,7)</u>

Élément 02 – Politiques de sécurité du revenu

Objectif

Cet élément de programme vise le développement des politiques de sécurité du revenu, à l’intérieur de la Direction générale des politiques du Ministère.

Évolution des coûts et de l'effectif

Budget	Budget de dépenses 2003-2002 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	6 454,1	7 889,2	(1 435,1)	6 115,4

Effectif	2003-2004	2002-2003	Variation
Effectif total autorisé	81	81	0

Explication des variations budgétaires

La variation de 1 435,1 K\$ entre le budget de dépenses 2003-2004 et le budget comparatif 2002-2003 s’explique par les facteurs suivants :

	K\$
- Variation entre les crédits reports 2003-2004 et 2002-2003	(130,6)
- Variation des sommes dédiées au Club des petits déjeuners	(1 125,0)
- Mesures d’économies administratives	(179,5)
	<u>(1 435,1)</u>

Élément 03 - Assistance-emploi

Objectif

Cet élément de programme vise à rendre accessibles à tous les citoyennes et citoyens qui en font la demande, des services de soutien financier par l'entremise de son réseau de la Sécurité du revenu. Il veut permettre à toute personne d'être en mesure de satisfaire ses besoins en versant, aux ménages particulièrement démunis, une allocation de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Il vise également à aider financièrement les personnes et les familles incapables de pourvoir à leurs besoins de base pour des raisons de santé physique et mentale. Il vise également à pourvoir en crédits le financement du Fonds québécois d'initiatives sociales et le financement de la politique gouvernementale d'action communautaire à l'intérieur du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome.

Assistance-emploi

Aspect légal

La Loi sur le Soutien du revenu et favorisant l'emploi et la Solidarité sociale (L.R.Q., c.S-32.001 et modifications) ainsi que son règlement d'application (décret 1011-99 du 1^{er} septembre 1999 et modifications) forment les assises légales de cet élément de programme.

Évolution des coûts, du nombre de ménages et du coût moyen mensuel

Assistance-emploi	Budget de dépenses 2003-2004	Budget comparatif 2002-2003	Variation	Dépense probable 2002-2003
Coût (en K\$)	2 411 316,4	2 628 291,5	(216 975,1)	2 655 834,1
Ménages	332 664	358 164	25 500	358 164
Coût moyen mensuel (\$)	604,04	611,52	(7,48)	617,93

Explication des variations budgétaires

La diminution entre le budget de dépenses 2003-2004 et le budget comparatif 2002-2003 se situe à 216 975,1 K\$:

Le Ministère prévoit que le nombre mensuel moyen de ménages inscrit au programme Assistance-emploi diminuera de 25 500 en 2003-2004 par rapport au budget comparatif 2002-2003, ce qui représente une diminution de 7,1 %.

Le budget de dépenses 2003-2004 tient compte de l'indexation de l'ensemble des prestations en janvier 2003 (41 M\$), de même que la réduction au titre du test et du partage du logement (50 M\$).

La baisse de la clientèle s'explique notamment par les mesures d'intégration en emploi mises de l'avant par le Ministère.

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA)

Aspect légal

Le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome est institué par la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30) et a pour objet le financement de l'aide à l'action communautaire autonome et de l'aide humanitaire internationale.

Ce fonds est administré par le ministre pour les activités relatives à l'action communautaire autonome et par la ministre des Relations internationales pour les activités relatives à l'aide humanitaire internationale.

Fonds québécois d’initiatives sociales (FQIS)

Le Fonds québécois d’initiatives sociales a été institué par l’article 46 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l’exclusion sociale (2002, chapitre 61). Le Décret 502-2003 du 31 mars 2003 a fixé au 1^{er} avril 2003 la mise en œuvre de ce fonds.

Évolution des coûts

Fonds spéciaux	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
- Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	3 535,2	3 535,2	0,0	28 039,7
- Fonds québécois d'initiatives sociales	20 000,0	0,0	20 000,0	0,0

Explication des variations budgétaires

Pour le FAACA, les crédits représentent le transfert entre ministères des sommes pour la concentration du financement en appui à la mission globale des organismes communautaires financés par le gouvernement.

Pour le FQIS, les crédits représentent l’investissement du gouvernement en regard du nouveau fonds découlant de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l’exclusion sociale.

Élément 04 - Gestion du dénuement

Objectif

Allocation familiale

Depuis le 1er septembre 1997, la Loi sur les prestations familiales est en vigueur. Cette modification du régime des allocations familiales apporte des changements pour certaines familles à la sécurité du revenu. Afin de ne pas les pénaliser, une clause de dénuement a été prévue dans les nouvelles dispositions relatives à la nouvelle allocation familiale pour enfants. Cette clause permet, au besoin, aux familles qui entreront à la sécurité du revenu en cours d'année, d'obtenir l'aide additionnelle correspondant à leur nouvelle situation financière.

Allocation logement

Lors du discours sur le budget 1997-1998, le gouvernement du Québec a annoncé son intention de mettre en place une politique à l'égard de l'habitation comprenant un plan d'action et une série de mesures, notamment la création d'un nouveau programme d'allocation logement.

Ce programme engendre des situations où une famille prestataire de la sécurité du revenu reçoit moins qu'avec l'ancien programme ou est même exclue de ce programme d'allocation logement. Des familles pourraient également devenir inadmissibles à la sécurité du revenu à la suite de ce programme. Le Ministère a donc instauré une clause de dénuement afin de remédier à ces situations défavorables.

Supplément de la prestation nationale pour enfants

Depuis juillet 1998, le gouvernement du Canada a implanté un nouveau régime de prestation nationale pour enfants. Ce régime apporte des changements aux montants versés par la sécurité du revenu aux familles prestataires. Or, afin de ne pas pénaliser les familles, une clause de dénuement a été prévue.

Aspect légal

La Loi sur le Soutien du revenu et favorisant l'emploi et la Solidarité sociale (L.R.Q., c.S-32.001 et modifications) ainsi que son règlement d'application (décret 1011-99 du 1^{er} septembre 1999 et modifications) forment les assises légales de cet élément de programme.

Gestion du dénuement - Évolution des paramètres financiers

Gestion du dénuement	Budget de dépenses 2003-2004	Budget comparatif 2002-2003	Variation	Dépense probable 2002-2003
<u>Budget de dépenses (en K\$)</u>				
Nouvelle allocation familiale	12 800,0	13 400,0	(600,0)	12 995,1
Allocation logement	7 300,0	6 300,0	1 000,0	7 261,2
Supplément de la prestation nationale pour enfants	8 900,0	9 300,0	(400,0)	8 915,9
Total	29 000,0	29 000,0	0,0	29 172,2
<u>Nombre moyen mensuel de dossiers</u>				
Nouvelle allocation familiale	8 975	9 129	(154)	9 190
Allocation logement	13 500	12 990	510	13 771
Supplément de la prestation nationale pour enfants	6 300	6 800	(500)	6 293
<u>Coût moyen annuel (en \$)</u>				
À titre indicatif				
Nouvelle allocation familiale	1 426,18	1 467,85	(41,67)	1 414,05
Allocation logement	540,74	484,99	55,75	527,28
Supplément de la prestation nationale pour enfants	1 412,70	1 367,65	45,05	1 416,80

Explication des variations budgétaires

Le budget de dépenses de 2003-2004 est relativement stable. Il est ajusté pour tenir compte des coûts probables 2002-2003 et de l'évaluation de la clientèle et des coûts moyens.

Élément 05 - Aide aux parents pour leurs revenus de travail

Objectif

Le programme APPORT a pour objectifs:

- d'augmenter le revenu disponible des parents qui ont de faibles revenus de travail;
- d'aider les parents qui ont de faibles revenus de travail à demeurer sur le marché du travail;
- d'aider les parents qui reçoivent des prestations d'assurance-chômage ou de sécurité du revenu à entrer sur le marché du travail.

L'aide offerte, qui tient compte de la situation familiale et financière des personnes, comprend un soutien au revenu familial.

Aspect légal

Les prestations de ce programme sont versées en vertu de la Loi sur le Soutien du revenu et favorisant l’emploi et la Solidarité sociale (L.R.Q., c. S-32.001 et modifications) ainsi que son règlement d’application (décret 1011-99 du 1^{er} septembre 1999 et modifications).

APPORT – Évolution des paramètres financiers

APPORT	Budget de dépenses 2003-2004	Budget comparatif 2002-2003	Variation	Dépense probable 2002-2003
<u>Budget de dépenses (en K\$)</u>				
Acomptes versés par le MESSF	12 000,0	13 000,0	(1 000,0)	11 440,2
Paieement final versé par le MRQ	19 900,0	20 453,3	(553,3)	19 922,3
Coût total	31 900,0	33 453,3	(1 553,3)	31 362,5
<u>Clientèle</u>				
Nombre moyen mensuel de prestataires avec acompte MESSF	7 800	7 800,0	0	7 687
Nombre concilié de contribuables (MRQ)	35 000	39 000	(4 000)	32 910
Coût moyen annuel par contribuable (en \$)	911,43	857,78	53,65	952,98

Explication des variations budgétaires

Le budget de dépenses 2003-2004 a été ajusté en fonction de nouvelles estimations de coûts et de clientèle qui tiennent compte de la dépense probable 2002-2003.

Élément 06 - Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

Objectif

Cet élément de programme vise à doter l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris des sommes requises pour assurer à ces derniers une garantie de revenu lorsqu'ils s'adonnent à des activités traditionnelles.

Il s'adresse aux Cris résidant au Québec qui pratiquent, comme mode de vie, des activités traditionnelles d'exploitation de la chasse, de la pêche et de piégeage.

Aspect légal

L'origine du programme remonte à la Convention de la Baie James et du Nord québécois signée le 11 novembre 1975 entre les gouvernements du Québec et du Canada, Hydro-Québec, la SDBJ, la SEBJ, les Cris et les Inuits. Cependant, le projet de Loi no. 145 (2002, chapitre 81), Loi sur l’Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, abroge la convention d’origine. Le projet de loi fait suite au décret 605-2002 du 24 mai 2002, pris par le gouvernement du Québec, visant à mettre en vigueur la convention complémentaire no. 15.

Le programme est administré par un organisme autonome : l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. L'Office est formé de six membres dont trois sont nommés par l'Administration régionale Cris et trois par le gouvernement.

Les règlements pris en application de la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (LRQ, c.S.3-2) ou à l'une de ses dispositions est, à moins que le contexte ne s'y oppose, un renvoi à la présente loi ou à la disposition correspondante de la présente loi ou du programme. Les dispositions de cette loi régissent, entre autres, les conditions d'admissibilité, le calcul des prestations et les versements aux prestataires. Elle définit aussi les fonctions, les pouvoirs, les règles administratives et les dispositions d'ordre financier de l'Office.

L'article 48 de cette loi prévoit une limite globale du nombre total de jours rémunérés auquel l'ensemble des prestataires a droit pour une année. Cette limite est actuellement fixée à 350 000 jours. Elle s'applique à l'année du programme, soit du 1er juillet au 30 juin.

Évolution des coûts par activité

Activités	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Prestations	18 857,0	15 619,4	3 237,6	15 485,5
Administration	1 420,5	1 131,6	288,9	1 201,6
Total	20 277,5	16 751,0	3 526,5	16 687,1

Explication des variations budgétaires

Les budgets de 2003-2004 tiennent compte du niveau de la dépense prévue en 2002-2003, en plus de l'indexation annuelle de 3%. Ils tiennent également compte des modifications apportées par la convention complémentaire no. 15, soit l'augmentation de l'allocation journalière de 2,25 \$, la création de l'allocation journalière pour éloignement à 14,35 \$ et la contribution au nouveau fonds d'assurance. Le budget de dépenses 2003-2004 devrait permettre le financement d'environ 310 271 jours/personnes.

Élément 07 – Action emploi

Objectif

La mesure Action emploi a pour objectif d'inciter les prestataires du programme d'assistance-emploi, ayant cumulé une présence de 36 mois et plus à l'aide financière de dernier recours, à intégrer le marché du travail de manière durable et ainsi rompre leur dépendance à l'assistance-emploi en les aidant à devenir financièrement autonomes.

Aspect légal

Le cadre normatif du programme a été approuvé par le CT 197447 du 18 décembre 2001.

Évolution des coûts

Action emploi	Budget de dépenses 2003-2004	Budget comparatif 2002-2003	Variation	Dépense probable 2002-2003
Budget de dépenses (en K\$)	34 926,8	36 900,0	(1 973,2)	34 486,6
Clientèle (versements mensuels moyens)	9 200	7 956	1 244	7 100
Coût moyen annuel (en \$)	3 796,39	4 638,00	(841,61)	4 857,27

Explication des variations budgétaires

Le budget de dépenses 2003-2004 a été estimé en considérant les inscriptions à la mesure en novembre 2002. Le programme a débuté le 1^{er} décembre 2001.

Élément 08 - Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion de prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi

Objectif

Cette provision constitue le véhicule pour effectuer des virements de budget des programmes d'aide financière vers les budgets des mesures d'aide à l'emploi et ainsi permettre la conversion de mesures passives en mesures actives.

Aspect légal

Faisant suite au Sommet socio-économique de l'automne 1996, le Conseil du trésor a autorisé la conversion de mesures passives en mesures actives pour les personnes handicapées prestataires de l'aide financière et présentant des contraintes sévères à l'emploi dans le cadre du programme Contrats d'intégration au travail (CIT) et des Centres de travail adapté (CTA). Depuis le 1^{er} avril 2001 la mesure CIT a fait l'objet d'un transfert de responsabilités à Emploi-Québec pour les activités 2001-2002. En 2002-2003, Emploi-Québec disposait d'un fonds de 5 M\$ pour les CIT alors que l'OPHQ disposait d'une somme de 4,6 M\$ en regard de la gestion des CTA.

Les virements sont autorisés annuellement par le Conseil du trésor par le biais de la programmation budgétaire du Ministère.

Évolution des coûts

Activités	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi	9 600,0	9 600,0	0,0	5 000,0 (1)

(1) En 2002-2003, des virements de crédits de 4,6 M\$ ont été effectués à l'OPHQ et de 5,0 M\$ à Emploi-Québec. La dépense probable de 5,0 M\$ de 2002-2003 est la dépense d'Emploi-Québec financée à même cette provision.

Explications des variations budgétaires

Le niveau du budget de dépenses initial de 2002-2003 à 9,6 M\$ est maintenu pour 2003-2004.

PROGRAMME 03 - SOUTIEN À LA GESTION

Objectif du programme

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielle et de services aux citoyennes et citoyens.

Évolution des coûts par élément

Éléments	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
01 Direction	17 058,1	16 470,9	587,2	16 659,5
02- Services à la gestion	179 574,9	180 346,6	(771,7)	161 883,6
03- Centre de recouvrement	10 177,9	10 776,4	(598,5)	10 105,6
04- Planification et services aux citoyens	25 315,5	24 697,2	618,3	25 502,5
TOTAL	232 126,4	232 291,1	(164,7)	214 151,2

Élément 01 - Direction

Objectif

Le budget de dépenses alloué pour la Direction du Ministère comprend les sommes prévues pour les Cabinets des ministres, le Bureau du sous-ministre, le Secrétariat du Ministère, la Direction des affaires juridiques, la Direction des ressources humaines et la Direction de la vérification interne et des enquêtes administratives.

Évolution des coûts et de l'effectif

Budget	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	17 058,1	16 470,9	587,2	16 659,5

Effectif	2003-2004	2002-2003	Variation
Effectif total autorisé	202	202	0

Explication des variations budgétaires

L'augmentation de 587,2 K\$ entre le budget de dépenses 2003-2004 et le budget comparatif 2002-2003 s'explique par les facteurs suivants :

	K\$
- Variation entre les crédits reports 2003-2004 et 2002-2003	695,9
- Augmentation des crédits administratifs résultant de la hausse des crédits à la famille	457,3
- Contributions de l'employeur	(57,1)
- Mesures d'économies administratives	(508,9)
	<u>587,2</u>

Élément 02 - Services à la gestion

Objectif

Cet élément de programme inclut le budget de dépenses du bureau du sous-ministre adjoint des services à la gestion, de la Direction générale adjointe des technologies de l'information, de la Direction du budget et des opérations financières et de la Direction des ressources matérielles. Les budgets comprennent également les contributions d'employeurs et avantages sociaux pour les employés du Ministère.

Évolution des coûts et de l'effectif

Budget	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	179 574,9	180 346,6	(771,7)	161 883,6

Effectif	2003-2004	2002-2003	Variation
Effectif total autorisé	705	705	0

Explication des variations budgétaires

La diminution de 771,7 K\$ entre le budget de dépenses 2003-2004 et le budget comparatif 2002-2003 s'explique par les facteurs suivants :

	K\$
- Contributions d'employeur	953,0
- Ajustement à l'enveloppe des loyers	950,4
- Entente Canada-Québec relative au marché du travail (loyers)	396,6
- Autres	177,3
- Variation entre les crédits reports 2003-2004 et 2002-2003	(819,6)
- Mesures d'économies administratives	(2 429,4)
	<u>(771,7)</u>

Élément 03 - Centre de recouvrement

Objectif

Le budget de dépenses alloué au Centre de recouvrement vise à protéger et recouvrer les sommes dues au ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille. Les activités du Centre sont régies, entre autres, par la Loi sur l'administration de la fonction publique, par la Loi sur l'administration financière et par la Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale.

Évolution des coûts et de l'effectif

Budget	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	10 177,9	10 776,4	(598,5)	10 105,6

Effectif	2003-2004	2002-2003	Variation
Effectif total autorisé	182	182	0

Explication des variations budgétaires

La diminution de 598,5 K\$ entre le budget de dépenses 2003-2004 et les budgets comparatifs 2002-2003 s'explique par les facteurs suivants :

	K\$
- Variation entre les crédits reports 2003-2004 et 2002-2003	124,6
- Contributions d'employeur	(48,3)
- Mesures d'économies administratives	(674,8)
	(598,5)

Élément 04 – Planification et services aux citoyens

Objectif

Le rôle de cette direction générale est de planifier et d'intégrer toutes les actions d'ensemble du Ministère en lien avec les services aux citoyennes et aux citoyens. Le budget de dépenses est prévu pour le financement de la Direction des communications, du Bureau des renseignements et plaintes, du Bureau de la planification et de la coordination ministérielle, de la Direction du service de révision et de la Direction des affaires canadiennes et internationales.

Évolution des coûts et de l'effectif

Budget	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	25 315,5	24 697,2	618,3	25 502,5

Effectif	2003-2004	2002-2003	Variation
Effectif total autorisé	247	247	0

Explication des variations budgétaires

L'augmentation de 618,3 K\$ entre le budget de dépenses 2003-2004 et le budget comparatif 2002-2003 s'explique par les facteurs suivants :

	<u>K\$</u>
- Variation entre les crédits reports 2003-2004 et 2002-2003	719,8
- Augmentation des crédits administratifs résultant de la hausse des crédits à la famille	605,2
- Contributions d'employeur	(58,2)
- Mesures d'économies administratives	(648,5)
	<hr/>
	618,3
	<hr/>

PROGRAMME 04 - MESURES D'AIDE À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

Objectif du programme

Ce programme vise à assurer d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants et d'autre part à développer et à favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité. Ainsi, il assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il vise également à assurer l'élaboration des politiques familiales et le soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement du service de la dette des centres de la petite enfance ainsi que du régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. Il soutient financièrement les organismes communautaires travaillant auprès des familles. Finalement, il permet le versement des prestations familiales comprenant l'allocation familiale et l'allocation pour enfant handicapé, des allocations de maternité et assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance.

Évolution des coûts par élément

Éléments	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
01 Gestion des services à la famille et à l'enfance	14 605,4	13 801,6	803,8	12 386,1
02- Politiques familiales	6 641,1	6 354,5	286,6	6 056,2
03- Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	1 279 897,3	1 205 037,4	74 859,9	1 165 659,2
04- Service de la dette des centres de la petite enfance	8 527,2	624,0	7 903,2	0,0
05- Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	37 000,0	0,0	37 000,0	0,0
06- Soutien financier aux organismes communautaires oeuvrant auprès des familles	7 808,7	5 943,7	1 865,0	5 059,8
07- Prestations familiales	576 567,5	595 945,0	(19 377,5)	579 833,4
08- Allocations de maternité	7 600,0	7 600,0	0,0	7 349,8
09- Conseil de la famille et de l'enfance	1 003,6	985,4	18,2	959,2
TOTAL	1 939 650,8	1 836 291,6	103 359,2	1 777 303,7

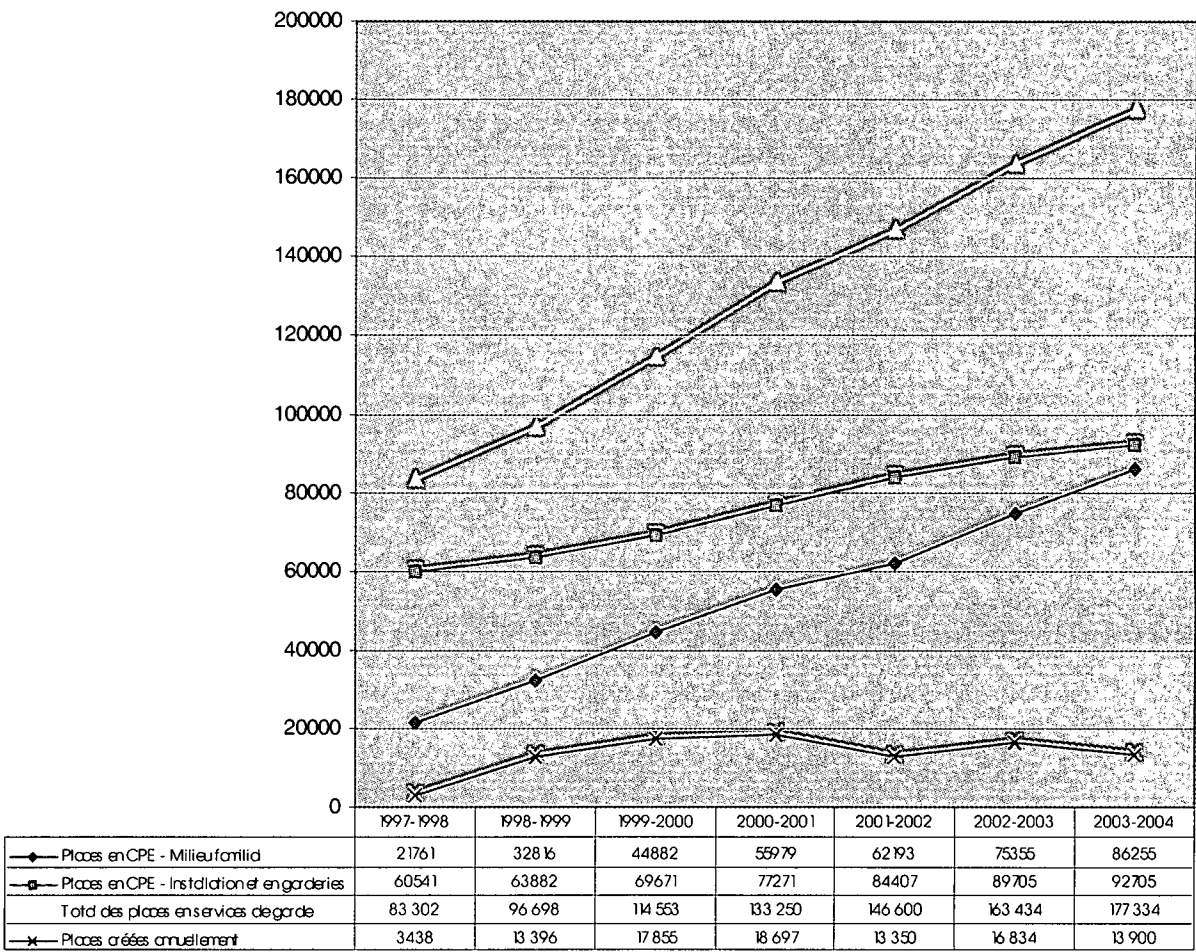
Le budget de dépenses du programme passe de 1 836,3 M\$ en 2002-2003 à 1 939,7 M\$ en 2003-2004, soit une augmentation de 103,4 M\$.

Cette augmentation reflète les priorités gouvernementales définies à la politique familiale et vise le mieux-être des enfants et des familles. La variation des dépenses prévues s'explique principalement par la poursuite du développement de places pour les services de garde éducatifs à la petite enfance et l'annualisation des places développées.

Évolution du nombre de places en services de garde

Au 31 mars 2003, 163 434 places en services de garde étaient disponibles. Comme il a été souligné lors du Discours sur le budget 2003-2004, le gouvernement maintient son objectif d’offrir 200 000 places de garde au terme de l’année financière 2005-2006 et prévoit d’ailleurs en accélérer le rythme. L’évolution du nombre de places en services de garde, depuis 1997-1998, vous est présentée ci-dessous.

Évolution du nombre de places en services de garde de 1997-1998 à 2003-2004



La répartition des nouvelles places en services de garde, pour l’année financière 2003-2004, a été déterminée de la façon suivante : 6 500 places en installation, 4 400 places en milieu familial et 3 000 places en garderies.

Le gouvernement assurera un développement optimal des nouvelles places et ce, compte tenu des crédits disponibles, par un recours accru à des types de services de garde diversifiés. Du même coup, cette approche aura pour effet d’élargir et d’améliorer l’offre de service aux parents.

Par ailleurs, des travaux se poursuivront d’ici l’automne sur les modalités pour déterminer la répartition du budget liés au financement des services de garde. Ces travaux s’inscrivent dans le vaste processus de réingénierie et de révision des programmes amorcé par le gouvernement, dans une optique de maximisation de l’efficience et de l’efficacité. Des consultations seront également tenues auprès des différents groupes d’intérêt et de nouvelles orientations, le cas échéant, seront dévoilées à l’issue de cette démarche.

Le plan de développement des 200 000 places dans les services de garde

Le plan actuel de développement des places en services de garde éducatifs prévoit qu’en mars 2006, 200 000 places seront disponibles, dont 100 800 places dans les installations de centres de la petite enfance, de même que dans les garderies et 97 700 places dans les services de garde en milieu familial coordonnés par un centre de la petite enfance. De plus, 1 500 places additionnelles dans les services de garde des communautés autochtones porteront à 200 000

places le nombre total de places disponibles dans les services de garde. En vue d’atteindre l’objectif de 200 000 places en services de garde, d’ici mars 2006, le gouvernement injectera 20,0 M\$ additionnels, en 2003-2004, en plus du montant de 12,1 M\$ déjà prévu, afin d’en accélérer le développement.

Élément 01- Gestion des services à la famille et à l’enfance

Objectif

Cet élément de programme assure le fonctionnement de la Direction générale des services à la famille et à l’enfance. Celle-ci est responsable de la gestion, de l’implantation et de la consolidation des services et des mesures destinées à la famille et à l’enfance. De plus, elle est responsable de la conception, de l’organisation et de la mise en œuvre des mesures soutenant le développement de la main-d’œuvre des services relevant de ses responsabilités.

Évolution des coûts et de l’effectif

Budget	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	14 605,4	13 801,6	803,8	12 386,1

Effectif	2003-2004	2002-2003	Variation
Effectif total autorisé	241	241	0

Explication des variations budgétaires

La variation de 803,8 K\$ à cet élément de programme entre le budget de dépense 2003-2004 et le budget comparatif 2002-2003 s’explique par les facteurs suivants :

	K\$
- Augmentation des crédits administratifs résultant de la hausse des crédits à la famille tenant compte de la variation entre les crédits reports 2003-2004 et 2002-2003	894,9
- Augmentation des crédits d’intervention	500,0
- Mesures d’économies administratives	(591,1)
	803,8

Élément 02- Politiques familiales

Objectif

Cet élément de programme vise le développement de la politique familiale soit entre autres, la réalisation de recherches, l’élaboration et l’évaluation de politiques, mesures et programmes favorables à l’épanouissement des familles et des enfants. Il agit en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux et les acteurs des différents secteurs d’activités (municipalités, organismes communautaires, commissions scolaires, employeurs et employés) et ce, dans les différentes sphères de la vie familiale dont notamment le soutien financier, le soutien au rôle parental, la conciliation travail-famille et l’adaptation des milieux de vie aux besoins des familles.

Évolution des coûts et de l’effectif

Budget	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	6 641,1	6 354,5	286,6	6 056,2

Effectif	2003-2004	2002-2003	Variation
Effectif total autorisé	72	72	0

Explication des variations budgétaires

La variation de 286,6 K\$ à cet élément de programme entre le budget de dépense 2003-2004 et le budget comparatif 2002-2003 s’explique par les facteurs suivants :

	K\$
- Augmentation des crédits administratifs résultant de la hausse des crédits à la famille tenant compte de la variation entre les crédits reports 2003-2004 et 2002-2003	455,9
- Mesures d’économies administratives	(169,3)
	286,6

Élément 03- Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde

Objectif

Cet élément de programme vise à soutenir financièrement les centres de la petite enfance, de même que les autres services de garde.

Aspect légal

La Loi sur le ministère de l’Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille et modifiant la Loi sur les services de garde à l’enfance (1997, c. 58), la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l’enfance (L.R.Q., chapitre C-8.2), le Règlement sur les centres de la petite enfance (C-8.2, r.2), le règlement sur les garderies (C-8.2, r.5.1), ainsi que le règlement sur la contribution réduite (C-8.2, r.3) forment les assises légales de cet élément de programme. Par ailleurs, les règles budgétaires des centres de la petite enfance (CPE) précisent le cadre de financement et les paramètres en découlant, ainsi que les normes et barèmes de financement.

Évolution des coûts

Budget	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	1 279 897,3	1 205 037,4	74 859,9	1 165 659,2

Explication des variations budgétaires

La variation de 74 859,9 K\$ à cet élément de programme entre le budget de dépense 2003-2004 et le budget comparatif 2002-2003 s'explique par les facteurs suivants :

	K\$
- Annualisation du développement des places et redressement de la rémunération du personnel dans les CPE	42 759,9
- Développement de nouvelles places dans les CPE incluant l'injection de 20,0 M\$ additionnels tel qu'annoncé au Discours sur le budget 2003-2004	32 100,0
	74 859,9

Élément 04- Service de la dette des centres de la petite enfance

Objectif

Cet élément de programme vise à financer de nouvelles places en garderie par l'entremise des centres de la petite enfance. Il s'agit d'une service de la dette des centres de la petite enfance (CPE) pour le remboursement du principal et des intérêts des emprunts à long terme contractés par les CPE dans le cadre du programme de financement global des immobilisations.

Aspect légal

La Loi sur le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille et modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance (1997, c. 58), la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre C-8.2), le Règlement sur les centres de la petite enfance (C-8.2, r.2) forment les assises légales de cet élément de programme. Par ailleurs, les règles budgétaires des centres de la petite enfance (CPE) précisent le cadre de financement et les paramètres en découlant, ainsi que les normes et barèmes de financement pour l'année financière 2003-2004.

Évolution des coûts

Budget	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	8 527,2	624,0	7 903,2	0,0

Explication des variations budgétaires

La hausse de 7 903,2 K\$ à cet élément de programme vise à financer le service de la dette des centres de la petite enfance.

Élément 05- Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance

Objectif

Cet élément de programme vise à favoriser l'établissement d'un régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. Il prévoit que le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille peut participer à l'établissement, au maintien et au financement de ce régime.

Aspect légal

Ce régime est institué en vertu du projet de loi 127, présenté le 7 novembre 2002, soit la Loi favorisant l'établissement d'un régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance.

Évolution des coûts

Budget	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	37 000,0	0,0	37 000,0	0,0

Explication des variations budgétaires

La hausse de 37 000,0 K\$ à cet élément de programme est due à l'instauration d'un régime de retraite dans les services de garde à l'enfance.

Élément 06- Soutien financier aux organismes communautaires oeuvrant auprès des familles

Objectif

Cet élément de programme vise à soutenir les organismes communautaires oeuvrant auprès des familles. Ceci inclut les mesures prévues au Plan concerté pour les familles du Québec soit, le soutien financier et technique aux municipalités désireuses de se doter d'une politique familiale, le soutien financier aux organismes communautaires famille et les mesures de conciliation travail-famille et les ententes spécifiques de régionalisation. Cet élément inclut aussi le soutien financier à la vie associative au sein du réseau des services de garde.

Évolution des coûts

Budget	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	7 808,7	5 943,7	1 865,0	5 059,8

Explication des variations budgétaires

La hausse de 1 865,0 K\$ à cet élément de programme est reliée à la réalisation d'un plan concerté pour les familles du Québec.

Élément 07- Prestations familiales

Objectif

Cet élément de programme vise à permettre le versement des prestations familiales comprenant l'allocation familiale et l'allocation pour enfant handicapé. Il inclut également les coûts de gestion et d'administration de ce programme.

Aspect légal

La Loi sur les prestations familiales (L.R.Q., c.P-19.1.) et le Règlement sur les prestations familiales (P-19.1, r.1.) forment les assises légales de cet élément de programme.

Évolution des coûts

Budget	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	576 567,5	595 945,0	(19 377,5)	579 833,4

Explication des variations budgétaires

La baisse de 19 377,5 K\$ dans ce programme reflète l’amélioration des revenus familiaux considérés dans le calcul de l’allocation familiale.

Élément 08 - Allocations de maternité

Objectif

Le Programme d'allocations de maternité a pour objectif d'apporter une compensation financière de 360 \$ à la travailleuse salariée admissible aux prestations d'assurance-emploi qui doit s'absenter du travail pour cause de grossesse.

Aspect légal

C'est en vertu d'une décision du Conseil des ministres (# 78-388, 16 novembre 1978) que le Ministère est autorisé à verser des allocations de maternité. Lors du discours sur le budget 1990-1991, le 29 avril 1990, l'allocation de maternité a été portée de 240 \$ à 360 \$. Depuis le 1^{er} octobre 1992, cette allocation est versée uniquement aux familles dont les revenus annuels sont inférieurs à 55 000 \$.

Évolution des coûts et du nombre de prestataires

Allocations de maternité	Budget de dépenses 2003-2004	Budget comparatif 2002-2003	Variation	Dépense probable 2002-2003
Coût (en K\$)	7 600,0	7 600,0	0,0	7 349,8
Prestataires	21 111	21 111	0	20 417

Explication des variations budgétaires

Le niveau du budget de dépenses 2002-2003 est maintenu pour 2003-2004.

Élément 09- Conseil de la famille et de l’enfance

Objectif

Cet élément de programme vise à assurer le fonctionnement du Conseil de la famille et de l’enfance dont le rôle principal consiste à donner des avis à la ministre sur toute question relative à la famille et à l’enfance et ce, à la demande de la ministre ou encore de se propre initiative.

Aspect légal

Le Conseil de la famille et de l’enfance est institué en vertu de la loi sur le Conseil de la famille et de l’enfance (chapitre C-56.2).

Évolution des coûts et de l’effectif

Budget	Budget de dépenses 2003-2004 (K\$)	Budget comparatif 2002-2003 (K\$)	Variation (K\$)	Dépense probable 2002-2003 (K\$)
Total	1 003,6	985,4	18,2	959,2

Effectif	2003-2004	2002-2003	Variation
Effectif total autorisé	10	10	0

Explication des variations budgétaires

Les crédits 2003-2004 sont sensiblement semblables à ceux de l’année financière 2002-2003.